TRAVAILLEURS

Parti Communiste Marxiste Léniniste

ISSN 0754-281 X

MENSUEL – N°17 – Février-Mars – 9,00 F

SIDERURGIE : p.9

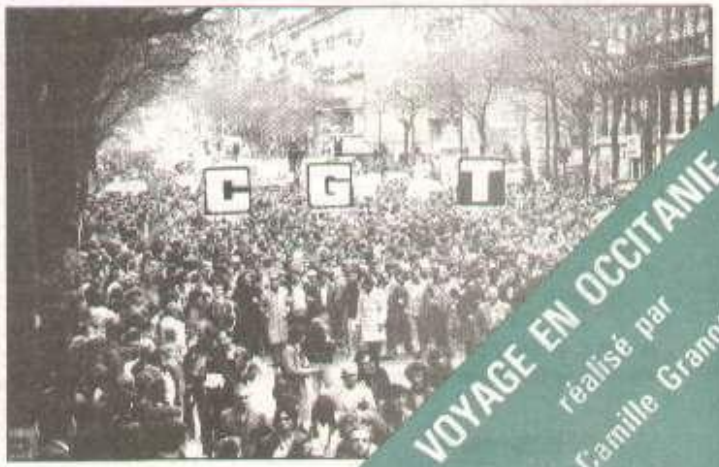
CHARBON : pp.10-11

NAVALE : p.12

PTT : pp. 13-14-15

Face aux restructurations, au redéploiement du capital

TOUS UNIS, DEFENDONS L'EMPLOI !



VOYAGE EN OCCITANIE

réalisé par Camille Granot

Les lecteurs nous écrivent

A PROPOS DE TALBOT

Dans le dernier numéro de *Travailleurs* (janvier 84), dans l'article sur Talbot, une photo, une seule, représentant J.P. Noual, responsable CFDT de Talbot. J'ai été gênée, pour deux raisons :

1) dans un conflit où il y a de tels problèmes, une telle violence entre CGT et CFDT, il me semble élémentaire, vu notre ligne politique, de respecter un certain équilibre entre les deux confédérations, et donc, soit de mettre zéro photo, soit n'en mettre deux : une CFDT, une CGT.

2) il se trouve que la responsable CGT, c'est une femme, Nora Trehel. On peut penser ce qu'on veut des hésitations de Sainjon après l'accord du 17 déc, il reste que Nora Trehel à Talbot, je lui tire mon chapeau. C'est assez rare qu'une femme soit dirigeante dans le mouvement ouvrier actuellement, dirigeante d'une section de près de 4 000 ouvriers et avec la CSL en face, assez rare pour qu'on le salue au moins au passage.

A quand une interview de Nora Trehel dans notre journal ?

Brigitte L.C. (Les Ulis)

M. CONSENSUS

Il convient de préciser que ce terme, peut-être un peu facile, désigne Yves Montand... et, dans la foulée, d'émettre un regret sur notre silence après sa prestation télévisuelle du 5 janvier — «One man show» réussi s'il en fut... mais au contenu plus que discutable. A croire que, lorsque ça nous gratouille trop, l'emplâtre du silence calme les démangeaisons. Pourtant, il y aurait eu matière à se «gratter» utilement, je crois. Même, et ç'aurait été inévitable, si cela avait dérangé un peu ici et là.

Certains, suivez mon regard côté place du colonel Fabien, ont pris le parti de la dérision, voire de la calomnie. Arguments massue du genre : «Montand ferait mieux de pousser la chansonnette, sans se mêler de politique» ; ou, plus, des reproches plus que discutables sur son «argent»... Arguments classant irrémédiablement Montand dans le camp de l'ennemi. C'est un peu trop facile. Bien sûr, ses envolées cabotines sur la «démocratie», «notre» démocratie qu'il faut défendre, sur la droite «bonne en économie» ou sur Reagan sont plutôt dures à avaler. Et l'on comprend que ça grince à gauche, à juste raison. Mais ne faut-il pas chercher les raisons de cette «volte-face» tumultueuse dans un passé bien douloureux ? Quand Montand parle de l'URSS, des pays de l'Est, son langage s'enflamme... et à juste raison. Les noms d'amis persécutés là-bas, les trahisons, les espoirs déçus, etc. ne sont-ils pas causes de son «aveuglement» et de son «entêtement» actuels ? Et le PC, qui lui crache dessus aujourd'hui, ne l'a-t-il pas utilisé dans le passé ? Lors, il avait le droit «de faire de la politique»... Bien sûr, il n'est pas question pour moi de me poser en avocat du «M. Consensus» qu'il est devenu... Simplement, je crois intéressant de comprendre les sinuosités d'un chemin qui a toujours été semé de passions et d'engagement... Et encore, aujourd'hui !

A.Z.

SOMMAIRE

Editorial 3
Ça s'est passé — Decazeville 4
Licenciements, non ! 5
Presse 6-7
Racisme et extrême-droite 8
Sidérurgie 9
Charbon 10-11
Navale : tempête sur les emplois 12
Restructuration aux PTT 13-14-15
SMTU (Transports urbains Montpellier) 16-17
Agriculture : comme à Talbot ? 18-19
Voyage en Occitanie 20-21-22
Le monde en bref 23
Le Maghreb accuse le choc de la crise 24-25
Palestine 26-27
Indonésie : «L'escadron de la mort» 28
Désarmement, développement et politique des blocs 29
Notes de lecture : Mémoires d'extrême-Asie 30
Cinéma-Musique 31
Les murs racontent 32

Ont participé à ce numéro : *Gilles Carpentier, Yves Castay, Hervé Dastar, Claude Dhalluin, Carine Favier, Evariste Gamelin, Camille Granot, Marcel Grégoire, Jacques Jurquet, Dominique Lardeux, François Larguier, Catherine Lemaire, Michel Lopez, Michel Papin, Robert, Jean-Pierre Santiago, Serge Senez, Alain Sentier et correspondant Decazeville.*

Travailleurs : BP 90 — 75962 Paris Cedex 20. Tél. 16 (1) 366 71 53. Directeur de publication : M. Cuisinier. Abnt. un an : 100 Fr. Commission paritaire 64707. Imp. Presse d'Aujourd'hui, BP 90, 75962 Paris Cedex 20. Imp. ICT

Commander cette nouvelle brochure à Presse d'Aujourd'hui — B.P. 90 75962 Paris Cedex 20 Prix à l'unité : 8,00F

EDITORIAL

TOUS UNIS
Défendons l'emploi, le pouvoir d'achat, l'égalité des droits

Les mineurs se lèvent pour défendre leur emploi ; les fonctionnaires manifestent pour leurs salaires rabougris l'an passé ; dans nombre de villes — Lyon, Orléans, Marseille, Paris — des hommes et des femmes crient leur indignation devant la popularisation des thèmes racistes de l'extrême-droite ; des jeunes immigrés poursuivent l'action engagée avec la Marche, pour l'égalité des droits. Emploi, pouvoir d'achat, antiracisme et égalité des droits : trois revendications différentes mais intimement liées entre elles dans une même bataille, même si les uns et les autres n'en ont pas toujours le sentiment.

Car les maux contre lesquels s'élèvent les travailleurs, à Lens, Longwy, au centre de tri de Paris-Brune ou aux Minguettes, sont inscrits dans le modèle de production et de développement de notre pays dit «avancé», qui inclut parallèlement le pillage des richesses et l'exploitation des peuples du Tiers Monde. La recette en est toute simple, vieille comme le capitalisme et l'impérialisme et banalisée par les médias soir et matin : *«La productivité globale de l'entreprise — et donc sa rentabilité et sa compétitivité — dépend des prix relatifs des facteurs de production. Si le coût relatif du travail s'accroît, l'entreprise aura tout intérêt à choisir des procédés de production et une organisation qui réduisent l'emploi au profit des équipements. Si ce coût diminue au contraire, elle obtiendra de meilleurs résultats en limitant l'appel aux équipements.»* Affirmation du VIIIe Plan giscardien qui continue de faire autorité en février 84, sous la présidence de François Mitterrand.

Dès que l'on a retenu le choix économique de l'agressivité sur le marché mondial, dès qu'on refuse de s'en prendre aux ressorts mêmes du système économico-politique du pays, il n'est plus d'issues autres que capitalistes. Autrement dit, intervenir sur les «facteurs de production». En cette période de crise, cela comporte de multiples facettes. Le retour «payé» ou forcé des travailleurs immigrés en est une, que les idées et actes les désignant comme «boucs émissaires» viennent appuyer et amplifier. Le chômage partiel, les préretraites, les licenciements en sont une autre, car il coûte moins cher d'«assister» ou de faire «assister» par l'Etat — d'ailleurs fort mal — que de former ou de maintenir les emplois. Bien sûr, baisser les coûts de production en encadrant, voire diminuant, la masse salariale paraît un raisonnement d'enfants. Enfin, l'intensification du travail, la réorganisation du procès du travail complètent la recette «compétitivité d'abord» ; en réplique aux 39h, les patrons n'ont pas créé d'emplois mais bel et bien augmenté les cadences !

A la philosophie «profits et compétitivité d'abord», n'existe qu'une seule riposte, celle de la «solidarité d'abord». Non pas la solidarité qui redistribue la part rétrécie concédée par le capital mais la solidarité d'intérêts et d'action face au capital et à ses choix. On expulse les uns ici, on licencie les autres là, on pratique le chômage partiel préparant le licenciement pour demain, on accélère les cadences, on baisse de fait les salaires.

La formule n'est pas neuve. Par contre, nouvelle est l'ampleur de l'offensive menée sous les vocables de la restructuration, de la modernisation et de l'adaptation nécessaires. Les «décideurs» économiques, patronaux et gouvernementaux, ont choisi de frapper fort, et vite, très vite. Nouveaux aussi sont aujourd'hui les relais gouvernementaux qui, avec la politique d'austérité de juin 82 renforcée ensuite et la mise en place accélérée de la politique industrielle fin 83, épousent à leur manière le redéploiement du capital, tout en l'assortissant de bémols sociaux et de mesures de consensus. Spécifique enfin, le rapport de forces pour faire face, alors que le mouvement ouvrier et syndical, touché à vif par la restructuration économique qui s'opère au cœur de ses bastions et lamine son organisation, désorienté par les impasses auxquelles ont conduit ses différentes stratégies, se trouve du coup en difficultés et profondément divisé.

Sans escamoter les échanges et les débats nécessaires pour en saisir les causes de toutes natures, alors que des travailleurs descendent dans la rue, nous sollicitent pour «faire quelque chose», secouent pour coordonner les actions, se sentent prêts à entraîner leurs camarades les plus hésitants, l'heure est à l'action et à l'unité. Pas seulement l'action et l'unité des banderoles et des manifestations, mais aussi celles moins spectaculaires et combien efficaces des pratiques communes de chaque jour, du respect retrouvé de l'autre, de ses intérêts et points de vue différents, d'une couleur de peau différente, celle du tract qui ne prend plus pour cible le syndicat d'à côté, celle qui ne traite pas de «cons» ceux qui hésitent à rentrer dans l'action. Autant de petites choses qui bâtissent la solidarité ouvrière et permettent d'améliorer le rapport de forces face au capital.

Camille GRANOT

ÇA S'EST PASSE

GUERRE SALE

Pays Basque : la liste s'allonge... Le GAL frappe encore, toujours impunément, sur le sol français. Mercredi 8 février, Angel Gurmindo Lizarrago et Vincente Perurena Terechea ont été abattus à Hendaye. Le 19 décembre, c'était Ramon Onaederrea (à Bayonne) et le 28, du même mois, Miguel Goicoechea (à St-Jean-de-Luz) qui tombaient sous les balles des tueurs du GAL.

Crimes, enlèvements... le «sanctuaire» basque français, pour peu qu'il ait jamais existé, est devenu un territoire de chasse, une souricière pour les réfugiés.

Dans le cas présent, la «légèreté» (pour le moins!) des autorités françaises est mise en cause.

Un des réfugiés assassinés était allé trouver les policiers le matin même. La nuit, la portière de sa voiture avait été forcée...

Un voisin avait vu deux individus «bricoler» le véhicule avant de les voir repartir dans une voiture immatriculée...en Espagne. *«Ne vous inquiétez pas»* lui a-t-on répondu... Les tueurs agissaient le soir même...

Le GAL, organisation d'extrême-droite qui recrute ses hommes de mains dans le milieu barbouzard et le Milieu tout court en Espagne et en France, bénéficie sans aucun doute de l'appui efficace de la hiérarchie policière espagnole et du silence complice des autorités de Madrid... Ce qui n'a pu être fait pour bâillonner le peuple basque de l'autre côté de la frontière, le réussiront-ils ici? Avec la complicité de la France «socialiste»?

Qu'en est-il advenu des promesses du candidat Mitterrand en la matière?

Pour les réfugiés, le bilan est déjà lourd : 4 morts, 2 disparus... Les autorités françaises font la sourde oreille quand il s'agit d'assurer leur protection. Par contre, quand les réfugiés basques s'avisent de se défendre, le couperet judiciaire tombe. Ainsi, deux réfugiés se voyaient infliger 9 mois de prison (dont 6 avec sursis) pour avoir voulu contrôler l'identité d'un policier qu'ils croyaient espagnol.

Dans l'église d'Arbonne, 40 réfugiés font la grève de la faim depuis près de trois semaines pour dénoncer «la précarité de leur situation en France». Une situation qui ne date pas d'aujourd'hui et qui dure, même et malgré le 10 mai.

La France aura-t-elle le triste privilège d'avoir son Bobby Sands basque?

Après ce constat, ce refus de prendre en compte des intérêts légitimes, on pourra toujours s'indigner si le plastic parle ici ou là.

Déjà en 1979, alors que l'Espagne et la France n'avaient pas encore connu la «marée rose», les Basques revendiquaient : *«Non aux extraditions, Non à l'espace policier européen!»*. Des mots d'ordre qui ne sont, malheureusement, pas dépassés.

«PÉRIMETRES DE RÉNOVATION» : AU-DELA DES MOTS...

L'exemple de Decazeville

Au moment même où le gouvernement vient de classer le bassin de Decazeville dans les 14 zones prioritaires devant bénéficier de mesures de soutien, le dossier présenté par les organisations syndicales de la SESD (sidérurgie- groupe Usinor) et soutenu par les élus locaux (Delpech, maire de Decazeville; Rigal, député de Villefranche, successeur de Robert Fabre), vient de se heurter, jeudi 9 février, à une fin de non recevoir. Selon les propositions des syndicalistes, seule l'implantation d'un **laminoir** pourrait consolider l'emploi dans la sidérurgie decazevilloise et autour —par les PMI de sous-traitance induites.

L'orientation annoncée par M. Beauffret, chargé de mission du ministère de l'Industrie, est tout autre : au nom du *«contexte sidérurgique européen»*, mais en faisant aussi appel à la *«solidarité de cette majorité actuelle dont nous faisons tous partie»*, M. Beauffret a annoncé un plan de modernisation comportant un investissement de 7 milliards de centimes, ce qui évitera peut-être tout licenciement dans l'immédiat, mais a refusé catégoriquement le laminoir, ce qui renforcera l'amenuisement du potentiel économique d'un bassin déjà fortement touché par le passé. A la SESD en particulier, un quart des effectifs devrait partir en préretraite d'ici peu.

M. Beauffret —qui n'est pas un inconnu pour les Decazevillois, ils l'avaient rencontré en 79 sous Giscard où il occupait des fonctions analogues— semble également être allé assez loin dans ses déclarations, en annonçant la *«restructuration de la sidérurgie fine* (les aciers spéciaux) *avec la création d'une troisième société nationale (derrière Usinor et Sacilor)»* sous forme d'une filiale commune aux deux groupes; cette société regrouperait 6 à 8 établissements appartenant pour moitié à chacun des grands groupes. Mais deux unités françaises seraient condamnées, pas forcément celles qui seraient techniquement dépassées, mais une dans chaque groupe, par un souci d'équilibre : au sein de Sacilor, c'est Pompey qui doit disparaître. Au sein d'Usinor, Decazeville est sur la sellette.

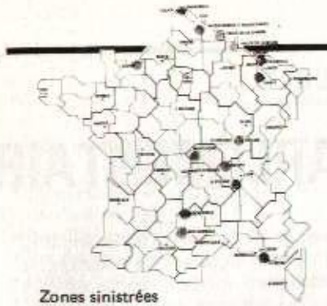
Dans le bassin, seule la fédération du PS continue à afficher le même optimisme béat que par le passé, parlant de concertation, de *«volonté de la gauche d'assumer tous ses engagements»*... mais aussi du «réalisme courageux» du gouvernement. **Mais au-delà du problème decazevillois**, se pose celui des «périmètres de rénovation» en général : de quelle volonté politique procède le choix de ces zones? Peut-on parler de stratégie industrielle visant à maintenir le tissu social, ou d'une simple manœuvre pour désamorcer les luttes, horizon 86? La question-clé, au-delà des mots, est bien celle des moyens : le refus du laminoir à Decazeville en dit long, sans doute, sur la «bonne volonté» gouvernementale. Les sidérurgistes de la SESD, quant à eux, semblent avoir tiré leurs conclusions : **ils seront en grève mercredi avec occupation des locaux.**

Correspondant Decazeville

SEMAILLES

Après le XX^e^, Dreux, le Morbihan; après Lyon, Le Pen continue sa percée. Les semailles de la démagogie sur fond de «France aux Français» rapportent leurs fruits véreux.
Le voilà reconnu, presque sur un pied d'égalité avec les plus grands du monde politique.
L'Heure de Vérité le reçoit, même si certains journalistes l'interrogeant affichaient un air dégoûté de circonstance.
A Grenoble, jeudi 16, il réunissait 2 000 personnes; 8 000 lui répondaient dans la rue en protestant contre ce meeting aux relents «tricolo-nationalistes».
Ceci relativise cela, mais quand même...
Il ne suffira pas de bombarder Le Pen et sa politique de qualificatifs, même s'ils sont vrais...
Sur le fumier de la crise, pousse quasi inévitablement ce genre de fleurs vénéneuses.
A nous (et c'est vaste) de semer une autre graine... Car il existe ce champ fertile : il est la lutte, il est l'espoir.

Claude DHALLUIN



Zones sinistrées

Modernisations, pourquoi pas? Licenciements, non!

Chacun a entendu parler du «plan d'action pour l'emploi et les mutations industrielles». Matignon, là-haut, nous l'a élaboré en trois volets : un volet industriel, un volet social et un volet économique. A première vue, il est d'un bon sens imperturbable : *«Ce qui n'a pas été fait entre 75 et 81 doit l'être aujourd'hui.»* Bien entendu! C'est d'ailleurs pour cela que beaucoup ont opté pour le changement en 1981.

Il est parfaitement exact que Giscard-Barre, tout secoués par le premier choc pétrolier, puis par l'autre choc pétrolier, n'ont pas vu que la crise installée déjà, à grande vitesse s'étalait. A preuve en 1976, dans le VII^e^ Plan, ces technocrates écrivaient encore : *«La stratégie devrait conduire à un taux de croissance du PIB de 5,5 à 6%.»* On en fut loin et une petite erreur comme celle-là pèse des milliards. D'ailleurs, les conséquences sont là : tissu industriel vieilli, rabougri et déséquilibré, des créneaux hypertrophiés et limités, chômage, inflation, déficit...

Il faut donc agir, réagir : restructurer, moderniser, déployer et adapter. Ces mots peuvent avoir le sens de «travailler autrement, formation, éducation, connaissances, lutte contre les inégalités, satisfaction des besoins ici et là-bas». Qui donc s'opposerait —le peuple— à un tel programme? Mais déjà le plan d'action ministériel se fait plus agressif : *«Les adaptations doivent permettre un renforcement de la capacité de notre appareil de production à mieux pénétrer les marchés intérieurs et internationaux. Il n'y a donc pas de secteurs condamnés, mais des activités à moderniser et un potentiel de créations d'emplois à valoriser, notamment dans l'artisanat et les PME.»*

Alors qu'il y a 2 200 000 chômeurs et qu'aucun emploi ou presque n'est offert, où se trouve ce «potentiel de créations d'emplois»? Par contre, le Conseil des ministres a parfaitement cerné le potentiel des licenciements, des préretraites et autres congés de conversion. Il est dans le secteur nationalisé. Dès lors, il n'est pas étonnant, a contrario, de suggérer qu'il y a de l'emploi ailleurs, «notamment dans l'artisanat et les PME». Un gag malheureux en cette période! En conséquence, le plan «d'emploi public» est vigoureux :

Sidérurgie : «ne pas créer de nouvelles surcapacités et traiter les problèmes sociaux liés aux décisions difficiles à prendre.». **Charbonnages** : «les objectifs doivent se traduire par le non remplacement des départs en retraite et en préretraite et une action de reconversion vers l'EDF» (qui, dès lors, cesse aussi d'embaucher). **Construction navale** : «suspendre l'embauche et utiliser toutes les possibilités de préretraite à 55 ans et de reclassement au plan local.». **Automobile** : «améliorer la productivité.». **Industrie du téléphone** : «l'évolution des techniques amène à des gains de productivité considérables... dans une saturation relative du marché.».

Le diagnostic d'affaiblissement des secteurs stratégiques est courageux, s'il est juste! Les remèdes inadaptés, complètement. Et ça ne servira à rien de hurler contre le patronat et la droite. Le maître d'œuvre est l'Etat, dans des secteurs qui lui appartiennent. Nous ne nions pas, d'ailleurs, la longueur et la complexité de la liste des mesures sociales et économiques proposées pour atténuer le sinistre : la réduction de la durée du travail, le retour des immigrés, les mesures d'âge, les aides au reclassement, les allocations... temporaires, les congés de reconversion (stage-parking) ou encore les incitations de toute forme, etc.

Illustration Dalesky

Les aides vont toujours au patronat qui embaucherait ou créerait des entreprises (ou les déplacerait?). Pas de doute non plus, les quatorze pôles de reconversion ou de renaissance sont bien ceux-là qui seront mis à mort. La liste de toutes ces mesures est longue; longue aussi la liste des doutes quant à l'efficacité réelle de ces mesures.

Il est possible de comprendre un certain nombre d'impératifs, il est sûr encore qu'il faut moderniser et utiliser les nouvelles technologies. Deux autres choses sont tout aussi évidentes. D'abord, il est inadmissible que les premiers concernés par «les plans de toute nature», à savoir les travailleurs, ne soient ni consultés, ni écoutés; ils n'exigent ni pédagogie ni démagogie, mais la maîtrise des décisions et de leurs conséquences. Ensuite, il est tout aussi inadmissible que toute recherche de solutions se fasse dans le cycle «fructifier le capital et diminuer les coûts de production». Cette façon de poser le problème amène toujours les mêmes conclusions bourgeoises : licenciements, destruction, surexploitation de la force de travail et des peuples du Tiers Monde. Nous pouvons et devons analyser secteur par secteur les buts de toutes les restructurations, nous le commençons d'ailleurs dans les pages suivantes. Il demeure que face à l'agressivité du redéploiement du capital contre les travailleurs, la seule réponse possible est la lutte, l'action et l'unité contre les licenciements, pour l'amélioration des conditions de vie et de travail et la progression du pouvoir d'achat.

Alain SENTIER

PRESSE

EN MARGE DU DEBAT PARLEMENTAIRE

La loi sur la transparence et le pluralisme de la presse vient de franchir la première étape de la navette parlementaire, après ô combien d'obstructions partisanes et de péripéties! A gauche, les réserves n'ont pas manqué sur un texte qui se veut fidèle à l'esprit des ordonnances de 44 qui visaient à empêcher la concentration néanmoins opérée quarante ans plus tard. Chacun l'a dit : le projet vise le groupe Hersant; or, le projet tel que, ne démantèlera pas son empire et —c'est le comble— risque d'arrêter les poursuites engagées. Plus, il laisse prospérer les groupes de presse régionaux déjà en situation de monopole. Aspects positifs : la notion de contrôle et la création d'une commission qui a fait défaut en 44; la règle : «un quotidien, une rédaction».

203 quotidiens —28 à Paris, 175 en province— tirés à plus de 15 millions d'exemplaires en 1946; 85 quotidiens —12 et 73— tirés à 10,8 millions en 1981. Et ceci alors que la population est passée de 40 millions à 54 millions de la Libération à aujourd'hui. Ces quelques chiffres donnent la mesure de l'affaiblissement de la presse quotidienne assorti d'une réduction spectaculaire des titres.

BAISSE DES TIRAGES ET DIMINUTION DES TITRES

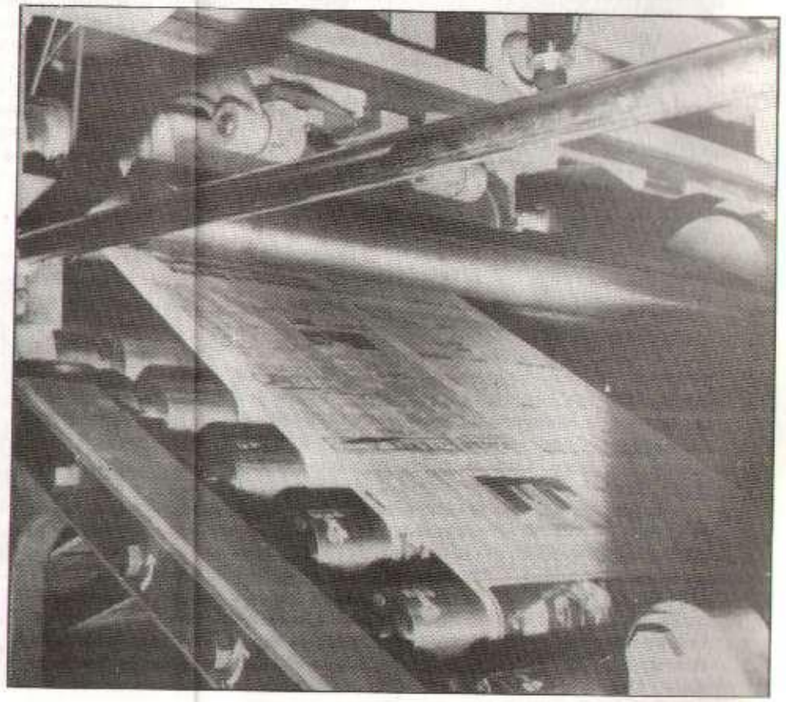
La décrue rapide succédant à la période faste d'après la Libération où fleurirent les titres et grimpèrent les tirages, n'explique pas tout. Car l'érosion des tirages, essentiellement provoquée par la chute des quotidiens parisiens, a été continue, le marché des périodiques, hebdos et magazines dépassant le marché des quoditiens à la fin des années 70 (79% du tonnage de la presse traitée par NMPP en 79). Quant aux titres, ils se sont stabilisés en 1953 à Paris, en 1975 en province.

Sans doute la concurrence de l'audiovisuel peut-elle rendre compte en grande partie de cette nouvelle situation de la presse quotidienne : si 46,1% des Français lisent un quotidien en 1982 (contre 59,7% en 1967), 71,8% écoutent la radio et 68,8% regardent la télévision chaque jour; en moyenne, un individu passe 2h30 par semaine à la lecture d'un quotidien, 15h à l'écoute de la radio et de 14 à 17h à la télévision. L'explication est néanmoins insuffisante si l'on compare les tirages des quotidiens français à ceux des quotidiens de RFA, de Grande-Bretagne, du Japon ou des USA, où la concurrence audiovisuelle est tout aussi féroce, sinon plus (1). Souvent, l'on invoque d'autres causes, pêle-mêle : l'importance des coûts de production, la concurrence nouvelle du livre bon marché...; et on imagine déjà l'impact ravageur des nouveaux médias vidéo (télé par câbles, vidéo-texte) entrant directement en concurrence avec l'imprimé vers l'an 2000! D'aucuns vont prédire à la presse sa condamnation pure et simple à moyen terme.

Or, à l'inverse, les feuilles, bulletins, petits journaux locaux, d'entreprise, de lycée, de MJC, d'associations se multiplient, se meurent et renaissent sans cesse, reflets plus ou moins éphémères de besoins d'information, d'expression et d'échanges auxquels les radios libres ont répondu certes, mais sans les épuiser. Ainsi, en 1979, on a recensé 16 503 publications périodiques dans le pays, dont 2851 titres nouveaux, 1 107 ayant disparu dans l'année. Il est courant d'expliquer les baisses de tirage et la diminution des titres par *«la relative passivité du public et son goût pour l'uniformisation des goûts et des comportements»*. Autrement dit, dans tel département, tel quotidien régional est seul sur la place car les lecteurs l'ont voulu!

Explication rapide qui se désintéresse de la floraison d'une petite presse associative, militante, culturelle, souvent en difficulté, mais qui révèle parfois des «éditeurs», des journalistes, des humoristes, et des lecteurs actifs, originaux et inventifs.

Explication commode qui tend à minimiser le caractère capitaliste des entreprises de presse et le phénomène de concentration qui les touche.



LE GROUPE HERSANT

- **Deux quotidiens nationaux** : *Le Figaro* et ses suppléments (qui a pratiquement absorbé *L'Aurore*), *France-Soir*.
- **Six quotidiens en province** : *Nord-Eclair, Nord-Matin, Le Havre-Presse, Centre-Presse, La Liberté du Morbihan, France-Antilles*.
- **Une dizaine d'hebdomadaires locaux** en Normandie.
- **Une douzaine de magazines** : *Auto-journal, l'Ami des Jardins, etc.*
- **Intérêts majoritaires** au *Dauphiné libéré* depuis juin 83.
- **Intérêts minoritaires** : *Midi libre, Paris Normandie, Havre-Eclair, Paris-Turf*, etc.
- **Un réseau d'imprimeries** : (Plaine-St-Denis et province).
- **Une agence de publicité** : Publiprint.

LA CONCENTRATION DES VINGT DERNIERES ANNÉES

La diminution du nombre de titres n'est pas le seul indice de la concentration; pour la mesurer précisément il est préférable de calculer le nombre «d'unités de presse indépendantes»; or, celui-ci est passé de 107 en 1951 à 42 en 1973.

Autre indice : la situation de quasi-monopole, ou de situation dominante, de nombreux quotidiens régionaux sur leur propre secteur. Seules quelques villes ont aujourd'hui des journaux concurrents : Le Havre (2), Troyes (2), Dijon (2), Limoges (2), Lyon (3), Marseille (3), Lille (4). Et encore, dans certains cas ces feuilles ont-elles des pages locales ou des pages magazines communes!

La concentration ne s'opère pas seulement par absorption et disparition; elle prend des formes subtiles, notamment l'appropriation des entreprises de presse ou d'une partie de la fonction des entreprises (la régie publicitaire, la gestion, par exemple) par une même société. Phénomènes difficiles à démêler tant reste opaque le soubassement financier et économique des entreprises de presse. Les fréquents procès post-héritages des grands patrons de presse en témoignent assez!

La concentration, commencée en 1953 et alors de faible ampleur, s'est à ses débuts réalisée par absorption d'un journal par un autre, touchant surtout les petits et moyens journaux. A partir de 1966, se sont constitués de grands ensembles par d'autres moyens, notamment «le couplage publicitaire» (cf. plus loin). 1975-76 sont des années de crise pour les trois plus grands groupes de presse français, Hachette, Prouvost et Amaury; et le groupe Hersant (cf. encadré) s'enrichissant entre autres des dépouilles des deux premiers, devient le premier groupe français. Cette concentration fait pourtant pâle figure auprès des magnats des autres pays capitalistes (2). Sans doute, le renouvellement du tissu de presse à la Libération, la résistance de la presse de province à la concentration, l'imperméabilité de ce secteur à d'autres activités économiques ont-ils limité le processus de concentration. Les ordonnances de 44, même si inappliquées, surtout dans la dernière période, ont dû jouer un rôle de frein également. Aujourd'hui, le monde de la presse commence d'être investi par des intérêts étrangers à la presse elle-même et la tendance à la concentration reste d'actualité.

Beaucoup l'ont expliquée par l'accroissement des coûts et par les dépenses d'investissements liées à la modernisation (passage à la photocomposition et au système offset) exigeant de forts capitaux. Un examen minutieux du processus de concentration de la presse indique que la publicité y a joué un rôle décisif.

PUBLICITÉ ET CONCENTRATION

Le mécanisme en est connu. Les ressources publicitaires étant une part non négligeable des recettes de la presse : 39% du chiffre d'affaires en 79, dont 45% du CA des quotidiens (3), les annonceurs y impriment leurs intérêts propres : un public nombreux ou bien un public spécifique correspondant à un produit déterminé. Ces exigences ont eu une double conséquence : l'association de journaux alignant ainsi un tirage important («couplage publicitaire») et la prise de contrôle d'une variété de titres répondant à des publics variés (jeunes, cuisine, sport, nature, télé, etc.). Autant de pratiques qui favorisent la concentration.

En 1982, 12 «couplages» regroupent 55 quotidiens : le plus grand, les *«Journaux de l'Ouest»*, regroupe 4 titres (dont *Ouest-France*), 935 000 exemplaires. *«Grand Ouest»* : 14 titres, 2 millions d'exemplaires constitue un accord plus vaste encore. Les journaux qui n'ont pas pu décrocher le marché des annonceurs n'ont eu qu'à arrêter les rotatives!

Bien souvent, on n'en reste pas au couplage publicitaire. Un exemple : en 1966, *Le Progrès de Lyon* et *Le Dauphiné libéré* signent des accords permettant la mise en commun de leurs services de publicité, de leur impression, de la distribution et de la rédaction (sous forme de l'agence de presse AIGLES). Du coup, ils contrôlent l'ensemble de Rhône-Alpes. En 1979, il y a rupture, qui n'est pas un recul de concentration puisque, après quatre ans de péripéties financières et juridiques, *Le Dauphiné libéré* passe sous le contrôle... du groupe Hersant (mai 83)!

QUELQUES EFFETS

Cette concentration conduit au monopole; la presse régionale y tend aujourd'hui sur son propre marché; son intérêt pour les radios «libres» locales prouve assez qu'elle entend conserver ce privilège qui constitue de fait une entrave à l'expression pluraliste; rédactions communes, pages communes entre titres différents vont dans le même sens négatif.

L'effet publicitaire intervient également directement sur la liberté d'information et le pluralisme : indécision entre la partie rédactionnelle et la partie publicitaire en matière de tourisme, mode, automobiles...; choix des suppléments et des enquêtes comme appels à la pub, par exemple. Sans parler des pressions plus ou moins occultes dont font régulièrement état les syndicats de journalistes refusant *«d'être vendus avec les machines et les meubles»*. Tel Pierre Viansson-Ponté qui, dans un article du *Monde* d'octobre 1974, intitulé *«La presse et le profit»*, évoquant la loi de la jungle dominant la presse française, signalait le risque que ne puissent plus s'élever dans le pays *«que de très rares voix discordantes et libres face au chœur des bien-pensants»*.

Camille GRANOT

(1) En Grande-Bretagne, 6 quotidiens nationaux et 7 journaux du dimanche diffusent à plus d'un million d'exemplaires chacun. En France, le numéro un, *Ouest-France*, tire à 707 661 exemplaires — en 82.
(2) ex : Springer (RFA) contrôle 40% des quotidiens, 30% tirage quotidien, 90% tirage du dimanche.
(3) La répartition est fort inégale : 80% des recettes du *Figaro* sont faits en publicité; 52% des recettes du *Monde*; 13,5% des recettes de *La Croix*; 10,3% des recettes de *L'Humanité*.

RACISME EXTREME-DROITE

Les combattre encore et toujours

Vue de la Marche pour l'Égalité des droits

La montée du racisme continue à gangréner notre société. On le sait, dans ce pays marqué par des siècles d'histoire impérialiste, de domination coloniale, néo-coloniale, de violence contre des peuples soumis par la force, les difficultés aggravées que connaît la population dans sa grande majorité du fait de la crise capitaliste, sont un terrain favorable au développement de cette honteuse maladie.

DE LOURDES RESPONSABILITÉS

On ne doit pas l'oublier, ceux qui, hier au gouvernement, mettant tout en œuvre pour faire payer au peuple le redéploiement du capital français, ont eux-mêmes désigné les immigrés comme boucs émissaires, portent une lourde responsabilité : ils ont eux-mêmes, sciemment, ouvert les vannes. Ils continuent en acceptant l'alliance politique avec les porte-drapeaux les plus marqués du racisme et de la xénophobie, les héritiers et partisans du fascisme. Le déferlement de violences racistes qui a marqué et suivi la campagne des élections municipales l'an dernier en a témoigné.

Le gouvernement actuel, les partis qui composent la majorité parlementaire, ont aussi leur part de responsabilité. On ne saurait oublier les déclarations du premier ministre mettant en cause *« les immigrés manipulés »* lors des conflits de l'automobile en 1982, ou les hésitations et finalement le renoncement à riposter aux campagnes racistes lors des municipales, ou le silence aujourd'hui quand une émission de télévision de premier plan vient consacrer la banalisation de la politique d'un Le Pen.

La Marche contre le racisme et pour l'égalité des droits, première initiative d'importance contre la montée du racisme, a dû attendre d'être bien près du but pour bénéficier du soutien du PCF et du PS... Certes, mieux vaut tard que jamais, mais tout de même!

LA LUTTE AUJOURD'HUI

Pour contenir et réduire le racisme, il faut le priver du terrain favorable à son développement : il faut réduire les difficultés que connaissent les travailleurs, s'engager dans la solution de leurs problèmes.

Or, ce qui compte aujourd'hui — on nous le répète assez — c'est de mener à bien des mutations qui ne sont qu'un autre nom pour désigner le redéploiement du capital français. L'augmentation du chômage et la diminution du pouvoir d'achat en seront encore les principales conséquences pour les travailleurs.

Pour contenir et réduire le racisme, il faut une campagne de vérité en profondeur, une politique d'égalité réelle, dans la loi et dans son application... Or, le bilan est ici plutôt maigre, qu'il s'agisse de la carte unique, des crimes racistes impunis sinon quasiment couverts tant les peines sont parfois légères.

Quant au débat national, d'opinion, législatif, il n'aura pas lieu... à moins que l'heure de Le Pen soit ce que l'on nous en propose!

« Nous affirmerons clairement nos droits et toutes les forces politiques devront prendre leurs responsabilités. » C'est ce que proclame **le Collectif jeunes Paris et région parisienne**, dans son manifeste pour lancer les Etats généraux de la jeunesse issue de l'immigration, dans le prolongement de la Marche. En allant aux côtés de leurs frères de la génération précédente en lutte à Talbot contre les licenciements, et en organisant une manifestation avec eux, ces jeunes montrent bien qu'ils sont prêts à prendre en mains leur sort, leur avenir, dans toutes leurs dimensions.

Le MRAP organise des Assises qui, au plan national les 17 et 18 mars, devront mettre les problèmes sur le tapis, dégager des propositions.

Le Collectif pour la carte unique de 10 ans n'a nullement ralenti son action et continue ses pressions pour que cette mesure, sur laquelle François Mitterrand s'est d'ailleurs quelque peu engagé le 3 décembre devant les marcheurs, soit effectivement prise, ce qui est loin d'être acquis, avec un contenu qui soit vraiment une avancée...

Les associations d'immigrés, les associations et organisations de soutien aux immigrés, antiracistes, continuent évidemment leur action. Les contrôles-rafles dans les foyers, dans les quartiers, les centres de détention, les expulsions massives hors de logements, hors du pays, tout cela leur en donne de multiples motifs. Car s'il y a hésitation, lenteur ou renoncement sur les mesures positives promises face à l'extrême-droite et aux activités racistes, il y rapidité et plus que fermeté dans les mesures répressives à l'encontre des immigrés.

En matière d'antiracisme comme pour toute chose, *« nous n'aurons que ce que nous gagnerons par nos luttes »* ! Les organisations politiques devront prendre et assumer leurs responsabilités.

Gilles CARPENTIER

SIDERURGIE

Lorraine : UNE RESTRUCTURATION QUI N'EN FINIT PAS

La restructuration de la sidérurgie lorraine n'est pas chose nouvelle. Elle a commencé il y a plus de dix ans par des fermetures partielles ou totales d'usines sous la houlette de Dherse, alors PDG du groupe Wendel-Sidelor qui s'appellera bientôt Sacilor.

En 1971, le plan Dherse touche les usines de Knutange, Hayange, Homécourt, Moyeuvre, Jamailles. On ne licencie pas mais on mute par centaines les ouvriers dans d'autres usines du bassin. Il n'empêche que Wendel-Sidelor envisage 10 000 suppressions d'emplois dans les trois ans à venir. Quant à la production, elle plafonne depuis plusieurs années à 12/13 millions de tonnes (60% de la production nationale).

Mais en 1975, fait sans précédent depuis la fin de la guerre, le tonnage d'acier lorrain chute de 14 millions en 1974 à 10 millions. Alors, on commence à parler de crise et c'est Usinor, fin 76, qui va engager la deuxième étape de la restructuration en décidant, sans préparation de l'opinion, la liquidation de l'usine de Thionville dont l'effectif passe en moins d'un an de 4 200 à 700. Cette liquidation ne se fait pas sans résistance, mais la vérité oblige à dire que l'action fut freinée par la division syndicale, par les illusions répandues à l'occasion des élections municipales, par le mirage entretenu autour du Programme commun d'alors, mais aussi par une solidarité régionale défaillante, car ils n'étaient pas assez nombreux à l'époque ceux qui devinaient que la décision d'Usinor en annonçait d'autres.

Ce qui est nouveau par rapport au plan Dherse de 1971, ce sont les moyens employés : apparition des licenciements, mutations à longue distance (Fos ou Dunkerque), primes aux départs volontaires de 40 000,00 F, «retraite avant l'âge» pour les travailleurs de plus de 55 ans. La première convention de Protection sociale, qui va d'ailleurs diviser le front syndical (la CFDT signe, la CGT dénonce) est signée en 1977. Elle sera renouvelée en 79 et 81 avec abaissement à 50 ans de l'âge de départ anticipé, sous la pression des luttes qui se développent en 78/79 et qui culminent à Longwy où l'action prend des formes violentes. Fin 1980, la sidérurgie lorraine a perdu 30 000 emplois. Dans les usines, le moral en a pris un rude coup!

Avec l'arrivée de la gauche au gouvernement, c'est la pause. La campagne électorale a fait miroiter des perspectives de production nationale d'acier de 30 millions de tonnes, mais le rapport Judet se contentera en 1982 d'un objectif de 24 millions de tonnes à l'horizon 1986. L'espoir renaît, conforté en partie par la nationalisation de la sidérurgie, même si celle-ci n'est en réalité que la nationalisation du déficit permanent et de l'endettement croissant de la sidérurgie. Mais la logique capitaliste revient vite sur le devant de la scène car le marché de l'acier continue à se dégrader. De beaux projets d'investissements voient le jour en 81/82 mais les décisions se font attendre. Lévy et Dollé, PDG d'Usinor et Sacilor affinent chacun de leur côté leur stratégie mais l'Etat doit éponger en 1983 un déficit de 10 milliards et renâcle devant les rallonges budgétaires demandées par les deux groupes pour poursuivre la modernisation.

1983 : c'est la fin de l'espoir. Totalement intégrée dans le dispositif européen, la sidérurgie française est mise en demeure par la Commission européenne de réduire ses capacités de production de 600 000 tonnes pour 1984 et d'autres réductions ne sont pas exclues. Et l'échéance de 1986 approche, au-delà de laquelle les sidérurgies européennes devront avoir réalisé leur équilibre financier, sans aucune aide de l'Etat. Le marché capitaliste étant ce qu'il est, le moment est donc venu, pour le gouvernement, de nouvelles coupes sombres. La sidérurgie lorraine va donc connaître une troisième vague de restructuration.

Des investissements sont remis en cause. De nouvelles fermetures sont programmées : Sollac (tôle) qui annonçait en 1982 des embauches, se prépare à supprimer de 2 000 à 2 500 emplois; à Villerupt, arrêt du train à rail. Seront touchées les usines de Rombas, Hagondange, Hayange, Joeuf. Le PDG de Sacilor vient d'annoncer la couleur : 10 000 emplois en moins pour le groupe dans les trois ans à venir.

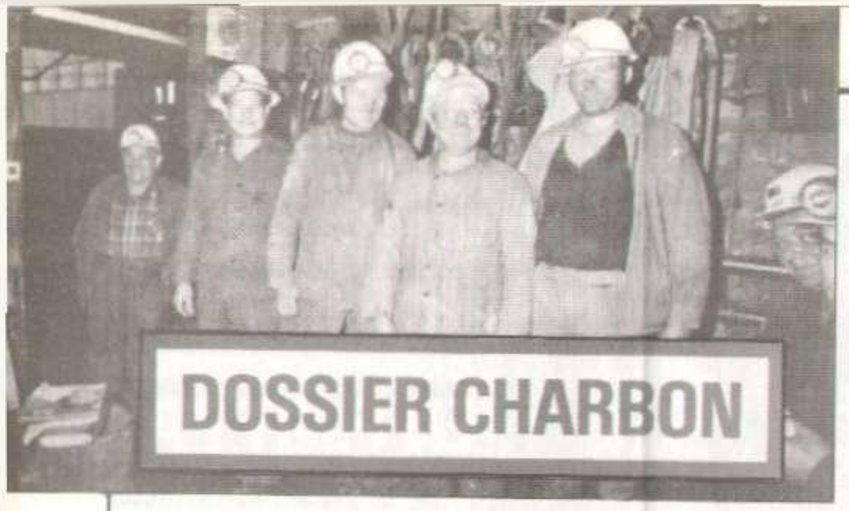
Usinor lui fait écho : 10 000 emplois également. A Longwy et Neuves-Maisons, les ensembles hauts-fourneaux/aciéries pourraient être remplacés par des aciéries électriques. Double conséquence : 3 000 à 4 000 emplois supprimés mais aussi arrêt des fournitures de minerai lorrain entraînant la fermeture de nouvelles mines de fer. Pour les mineurs de fer chez qui l'amertume est profonde, cette menace ne peut qu'accroître leur inquiétude alors même que toutes leurs démarches, depuis 1981 auprès des « pouvoirs publics» sont restées sans réponse à ce jour.

Le gouvernement assure qu'il jouera à fond la carte de la concertation pour éviter un nouveau « Talbot». Celle-ci est déjà engagée et Fabius entend obtenir des organisations syndicales un large consensus sur les décisions qui seront prises en mars. L'obtiendra-t-il? Rien n'est moins sûr. D'autant plus que la grande innovation de cette troisième étape, à savoir le fameux congé de reconversion de deux ans, risque fort d'être perçu comme un camouflage des licenciements, comme une formation-parking, déjà contestée au départ.

Les sidérurgistes sentent qu'ils vont être sacrifiés sur l'autel de l'Europe capitaliste et de la compétition internationale. N'en déduisons pas trop vite qu'ils sont résignés au sacrifice. Que l'unité syndicale se ressoude (elle en a grand besoin), que la solidarité du bassin joue mieux qu'en 78/79, et le pouvoir devra alors compter sur des résistances, voire des manifestations de colère. Longwy reste un symbole.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement joue gros dans une région qui lui a apporté beaucoup de suffrages en 1981, en réponse à l'espoir que le PS et le PCF ont suscité. Il suffit d'entendre les propos désabusés des députés du PS de Thionville et Moyeuvre pour imaginer les risques politiques de l'opération Fabius qui va s'engager.

Marcel GREGOIRE



DOSSIER CHARBON

Une énergie d'avenir

Depuis l'automne 83, la question du charbon a suscité d'importants remous dans notre pays. Le plan de restructuration est aujourd'hui connu : c'est la liquidation quasi totale des bassins du Nord-Pas-de-Calais et du Centre-Midi, à l'exception de la Provence et des «découvertes» (gisements récemment découverts en France et non encore exploités). Pierre Mauroy, à l'Assemblée nationale, a dit qu'il fallait *«avoir le courage d'arrêter»* et a expliqué que le charbon étant une énergie d'avenir, *«CDF doit développer une stratégie d'implantation internationale en vue de participer à l'essor charbonnier»*. Les mineurs, eux, ont pris le chemin de l'action; les 20 et 21 février, ils organisent dans l'unité syndicale une grève de 48 heures reconductible pour s'opposer à la suppression massive d'emplois liée au plan charbonnier.

«Le charbon est une énergie d'avenir.» Cette affirmation est commune à ceux qui veulent maintenir en France une industrie charbonnière, et à ceux qui s'y refusent.

Les problèmes énergétiques mondiaux sont étudiés très attentivement par divers organismes nationaux et internationaux, en particulier depuis la crise pétrolière de 73-74.

Les études portent sur les évaluations à l'an 2000 et 2020, sur la base d'un scénario de développement dit «crédible» qui se résume à ceci :

—croissance modérée des pays développés, avec internationalisation accrue des investissements des multinationales;

—augmentation de la dette et moindre solvabilité des pays du Tiers Monde. Il en ressort :

L'AVANCÉE ÉNERGÉTIQUE DU TIERS MONDE

La consommation totale d'énergie du Tiers Monde va croître et relayer les pays industrialisés dans la demande mondiale d'énergie. D'ici l'an 2000, les pays du Tiers Monde pourraient devenir responsables de 40 à 50% de la *progression* des besoins. Pour illustrer ceci, disons que l'ensemble de la consommation totale du Tiers Monde dépasserait le cap de 5 milliards de TEP (1) en 2000, ce qui était le niveau de consommation de l'ensemble des pays industrialisés en 1976. Dans cette montée énergétique, la part du charbon serait de 32% de la consommation, et si on exclut la Chine (2), elle tomberait à 10%, la part la plus importante étant encore assurée par le pétrole.

LES BESOINS VITAUX DE L'ÉCONOMIE OCCIDENTALE

L'équilibre énergétique des pays occidentaux industrialisés n'est possible que si le charbon (dont les réserves mondiales sont considérables) augmente de façon importante dans la couverture des besoins nouveaux d'énergie, d'ici l'an 2000. La part du charbon pour ces pays dans leur consommation d'énergie passera de 22% en 1975 à 34% en l'an 2000. Ceci s'explique par le fait que ces pays ne pourront plus disposer de quantités de plus en plus importantes de pétrole, les ressources s'amenuisant, pour alimenter une croissance même modérée.

Le charbon devient ainsi pour les pays industrialisés occidentaux une solution pour sortir de l'impasse énergétique où ils se trouvent. *«Nous pouvons faire face sans crainte à nos problèmes tant énergétiques qu'économiques si nous doublons notre consommation de charbon d'ici le début des années 1990 et la multiplions par trois d'ici l'an 2000 et si les échanges de charbon vapeur sont multipliés par 10 ou 15.»* (Rapport final de l'étude mondiale sur le charbon — *WOCOL* — mai 1980).

DES RÉSERVES ABONDANTES ET BIEN SITUÉES

Les réserves de charbon ont un avantage sur le pétrole, c'est qu'elles sont énormes : 5 fois les réserves prouvées mondiales de pétrole, et 250 fois la production actuelle de charbon.

De plus, pour les économies capitalistes un autre avantage réside dans la répartition géopolitique de ces réserves : .... *«plus séduisante et sécurisante que celle des ressources pétrolières et même gazières»*... Les grands exportateurs sont les USA, le Canada, l'Australie et l'Afrique du Sud. Ils sont tournés principalement vers deux zones importatrices : la CEE, importateur mondial n°1, et le Japon, n°2.

Ainsi, dans les pays développés, le déclin du charbon dans les années 60 a vu la part du charbon ramenée à 22% des besoins énergétiques. Aujourd'hui, on assiste à **un renversement complet de tendance par rapport au pétrole**.

Pour les pays occidentaux, le charbon présente un triple avantage :

—faire face à la montée des prix du pétrole, qui va devenir de plus en plus rare, et ne peut plus conserver sa part dans la satisfaction de la croissance énergétique mondiale;

—ouvrir des marchés dans le Tiers Monde (car certains pays n'auront pas de ressources suffisantes, et devront acheter du charbon.. aux négociants des pays riches) tout en puisant dans ses gisements (puisque quelques pays possèdent de très grosses mines — Bostwana, Swaziland, Colombie, Indonésie, Brésil —);

—procurer à l'économie occidentale un approvisionnement énergétique sûr et bon marché.

Ainsi le charbon devient un enjeu stratégique, car il va remplacer le pétrole comme principale source de croissance de la production d'énergie dans le monde.

□

LA STRATEGIE DES PAYS INDUSTRIALISES

A l'occasion du sommet économique de Venise en Juin 80, les chefs d'Etat des USA, Canada, Angleterre, Allemagne, Italie, Japon, France ont défini leur objectif.

UNE STRATÉGIE ANTI-O.P.E.P

«Nous devons rompre le lien qui existe entre la croissance économique et la consommation de pétrole, et nous avons l'intention de le faire au cours de cette décennie.» Encore plus clairement dit : le charbon *«est une source énergétique que les pays de l'OCDE peuvent gérer eux-mêmes sans être dépendants de* (ces) *fournisseurs... comme l'OPEP»*. (M. Luciano Botta).

On le voit, s'appuyant sur les conclusions des experts internationaux, il y a donc une volonté politique anti-OPEP qui joue dans cette nouvelle donne pour le charbon. Les pays occidentaux entendent bien renverser les rôles en matière d'approvisionnement énergétique; c'est d'autant plus important que la CEE et le Japon sont les grands importateurs mondiaux et que les grands exportateurs mondiaux sont aussi des pays occidentaux.

UNE STRATÉGIE VISANT AU CONTROLE DE LA PRODUCTION MONDIALE ET DE SON APPROVISONNEMENT

La crise pétrolière de 73-74 a amené les multinationales à jouer un rôle fondamental dans le commerce du charbon. 40% de la production de charbon des USA passera en 1985 par les pétrolières américaines, qui font actuellement en outre 10% de la production mondiale et visent les 25% en 1990, pour atteindre 38% en l'an 2000! Depuis plusieurs années, elles ont acquis de par le monde une partie importante des réserves parmi les meilleures, et afin de parfaire cette situation de monopole, elles se sont lancées dans le transport maritime du charbon qui est une activité spécialisée en pleine expansion. Elles investissent dans les régions minières d'Australie, du Canada, d'Afrique du Sud, et dans le Tiers Monde.

Les pétrolières européennes ne sont pas en reste dans cette compétitition. Par exemple, la pétrolière française CFP a des participations en Afrique du Sud; Elf aux USA; Shell a créé une société de commercialisation du charbon *«Shell Coal International»* qui transporte le charbon en provenance d'Afrique du Sud et bientôt du Botswana; Exxon exploite des mines en Colombie; BP est présent en Afrique du Sud et Australie, etc.

Le Tiers Monde représente dans les stratégies de ces multinationales «pétro-charbonnières» un avantage certain. Car, même si sa consommation de charbon reste modeste du fait bien souvent de l'inadaptation de son appareil industriel, il représente un marché à enlever.

Certains pays du Tiers Monde sont à la fois producteurs et importateurs de charbon : les pétro-charbonnières pourront accroître leur négoce, du fait qu'elles tendent à avoir le monopole du transport. D'autres pays du Tiers Monde possèdent des gisements intéressants, une faible demande intérieure et des besoins d'argent pressants : les pétro-charbonnières achètent les gisements pour les faire travailler à l'exportation en direction de l'Europe et du Japon. C'est le cas de la Colombie, de l'Indonésie, du Botswana, du Swaziland, du Mozambique et du Nigéria. Le cas du Nigéria est exemplaire de ce qui va se passer. Ce pays fabuleusement riche en pétrole est aujourd'hui un pays ruiné. Il a été dépossédé de sa richesse nationale par ces mêmes multinationales qui convoitent maintenant son charbon.

Pour développer leur industrie charbonnière, les pays en développement auront besoin de quelque 15 milliards de dollars (dollars 80) afin de se doter des installations techniques et des ressources humaines nécessaires à l'exploitation minière. Ces pays, fortement endettés, ne pourront rembourser qu'en s'endettant encore plus.

Cependant les pétro-charbonnières comptent fermement veiller au maintien des prix. Toute mine de charbon achetée par elles ne produira pas forcément. Certaines mines seront «stockées» afin d'équilibrer l'offre à la demande. Tant pis si le pays concerné en a besoin pour sa consommation intérieure ou pour son propre commerce. Comme il lui sera impossible de réaliser seul les investissements considérables nécessaires à la mise en exploitation, il ne lui restera plus qu'à acheter... du pétrole aux mêmes multinationales qui ont mis la main sur son charbon. De cette façon, tout cartel de type OPEP deviendra difficile à réaliser.

LA STRATÉGIE EUROPÉENNE

On l'a vu, les compagnies pétrolières se sont déjà jetées dans la bataille pour la conquête des gisements mondiaux et pour le monopole du transport. Dans le même temps, la Communauté européenne, premier importateur mondial de charbon, a élaboré elle aussi une stratégie qui concerne sa propre production charbonnière puisqu'elle est le quatrième producteur mondial (Angleterre pour 50% et Allemagne pour 40%). Sa stratégie est de créer les conditions nécessaires pour mettre durablement à la disposition des pays européens l'énergie au plus bas prix possible, et ce *«dans une optique de compétitivité imposée par l'organisation économique du monde dans lequel nous vivons...»*. *«La logique du système veut alors que l'on se fournisse de préférence aux sources les moins chères, fussent-elles extérieures.»* (F. Gihel — *Revue de l'Energie*). Ceci implique, dit-il, *«la fermeture des exploitations qu'on n'a aucun espoir de rentabiliser»*... *«L'association entre producteurs communautaires et les détenteurs de ressources à exploiter dans les pays tiers»*... *«Le rôle de la communauté et des Etats devrait être surtout d'incitation et de facilitation, par exemple en favorisant la constitution de regroupements d'entreprises acceptant de courir des risques et en prenant en charge la couverture de certains d'entre eux, notamment le risque politique. De tels regroupements auraient ainsi un "poids de négociation" très supérieur... La sécurité d'approvisionnement y gagnerait.»*

Cependant ces groupements ne devraient pas contrôler plus de la moitié des besoins européens. L'approvisionnement de l'Europe dépendra donc des multinationales «pétro-charbonnières». Aussi paradoxal que cela puisse paraître, la volonté d'«indépendance de l'Europe vis-à-vis du pétrole et de l'OPEP la fera tomber dans la dépendance» vis-à-vis des multinationales.

Yves CASTAY

A SUIVRE...

(1) TEP : tonne équivalent pétrole, unité de mesure permettant la comparaison avec les autres sources d'énergie : une tonne de pétrole : 1 TEP; une tonne de charbon : 0,7 TEP.
(2) La Chine constitue une exception dans le Tiers Monde du fait de ses ressources très importantes et de son niveau actuel de production qui la place au deuxième rang mondial. Cela va lui permettre de maintenir son indépendance en matière énergétique et donc d'être beaucoup mieux protégée vis-à-vis des multinationales.

NAVALE TEMPETE SUR LES EMPLOIS

Après Talbot, les chantiers navals marquent la deuxième étape des restructurations des industries traditionnelles françaises, jusqu'à ces dernières années pourvoyeuses d'emplois. Derrière ce redéploiement, se profilent de graves menaces sur des milliers d'emplois dans les 5 principaux sites de la construction navale française : Dunkerque, La Ciotat, La Seyne, pour les chantiers privés du Nord et de la Méditerranée (CNME), Nantes et St Nazaire pour l'entreprise nationalisée des chantiers de l'Atlantique. Face à cela, les travailleurs des chantiers navals de La Ciotat, de La Seyne et de Dunkerque ont cessé leur travail le 24 janvier et près de 3 000 manifestants des chantiers du CNME ont défilé dans Paris ce même jour.

LA CRISE DANS LA CONSTRUCTION NAVALE

Il n'y a pas de secret : c'est dans la course au profit maximum que se livrent les trusts de la construction navale, en concurrence entre eux, que se situent, dans le cadre du système impérialiste régi par ces règles, les causes fondamentales de cette crise. Tentant d'emporter le marché, chacun cherche à produire toujours plus. Au total, on aboutit à un moment donné à trop de biens d'équipement pour rapporter à nos capitalistes un taux de profit jugé convenable. Résultat : c'est la baisse de la production et... les suppressions d'emplois à l'appui. Ainsi, la diminution de l'activité des pays de l'OCDE (tous les pays capitalistes européens plus l'Amérique du Nord) représentait en 1982, −0,5% du produit intérieur brut (ensemble des richesses nationales d'un pays) et la baisse du volume des marchandises transportées se chiffrait à −5%. Ainsi les carnets de commandes étaient au plus bas : chute de 20% dans le monde.

Dans un tel contexte de saturation du marché mondial, la concurrence internationale est encore plus acharnée. Le Japon et la Corée du Sud sont en tête de peloton. Ce dernier pays a pris, au premier semestre 1983, 20% des commandes mondiales. Il est vrai que l'exploitation des travailleurs sud-coréens par les capitalistes de ce pays est telle que l'écart entre le salaire d'un métallo français, anglais ou suédois et celui d'un ouvrier coréen va de 1 à 8 (y compris les charges sociales). Or, la construction des navires est une activité de montage dans laquelle le coût de la main d'œuvre entre encore pour 50% dans le prix de revient d'un cargo. On peut mesurer alors aisément que l'agressivité des capitalistes de la navale sud-coréenne est possible grâce à l'exploitation éhontée pratiquée sur le dos des travailleurs sud-coréens.

Première conséquence immédiate de cette crise : les menaces sur l'emploi.

DES MILLIERS D'EMPLOIS MENACES

Entre 1975 et 1982, les effectifs des chantiers navals de l'Europe occidentale ont chuté de 35%. En Belgique, la moitié des travailleurs a été licenciée en 1981 (3 000 sur 6 000). En Grande-Bretagne, on prévoit une baisse du tiers du personnel. En Espagne, on projette 10 000 suppressions d'emplois (sur 39 000). En Allemagne fédérale, 7 000 emplois ont d'ores et déjà été supprimés et le trust A.G. Weser, à Brême, a fermé ses portes. En France, au comité d'entreprise des chantiers de La Ciotat, on parle d'une sous-charge de 38% d'heures productives, ce qui équivaut à plus de 4 000 suppressions d'emplois.

Et pourtant, ce ne sont pas les aides diverses de l'Etat aux trusts de la navale française qui ont fait défaut! Ainsi peut-on chiffrer ces aides – de surcroît renouvelées chaque année – à 1,5 milliards de francs. On peut se demander ce qui a été fait de ces sommes colossales qui leur ont été offertes... Mais loi de profit oblige pour nos capitalistes : que les restructurations se fassent sur le dos des travailleurs, c'est la règle pour eux.

Dans l'immédiat, face à la mobilisation des travailleurs français, le gouvernement a refusé la licence d'importation des 4 navires commandés à des chantiers navals yougoslaves par l'armateur Delmas Vieljeux. Mais il n'y a aucune autre commande sérieuse à ce jour. Il a également promis le maintien des 3 sites de la CNME.

C'est tout! Autrement dit : la menace sur les emplois, la question sur les licenciements, restent entières...

Catherine LEMAIRE

LE PLAN DAUCET S'INSCRIT A PART ENTIERE DANS LA POLITIQUE INDUSTRIELLE, D'AUSTERITE ET DE GESTION DE LA CRISE

Depuis des années, les travailleurs des PTT ont mené de nombreuses luttes sous des formes très diverses – grèves de longue durée comme celle d'octobre-novembre 1974 (40 jours), grèves nationales de 24h, grèves locales, etc. Les luttes ont souvent visé les mêmes objectifs : – défense des salaires, du pouvoir d'achat, des conditions de travail et des droits statutaires du personnel; – réduction du temps de travail, créations d'emplois; – défense aussi du service public et de sa qualité. De nombreux conflits ont montré l'attachement du personnel à cette notion, même si elle recouvre des idées et des points de vue politiques très différents, voire contradictoires.

A cela, s'ajoutent depuis le 10 mai 81 : – l'application et le développement des droits nouveaux; – la mise en place des Comités d'hygiène et sécurité.

Pourtant la dernière grève des centres de tri aux mois de septembre, octobre et novembre 1983, qui englobait aussi les habituelles revendications, si elle ne fut pas aussi spectaculaire que celle de 1974 par absence de coordination nationale, avait une part d'originalité en ce sens qu'elle fut la première lutte importante de travailleurs contre les restructurations telles qu'entend les mener le gouvernement actuel.

En effet, les PTT sont eux aussi affectés par la crise économique du système capitaliste, par la crise de l'appareil d'Etat et par la politique gouvernementale qui associe aujourd'hui à l'austérité entreprise depuis juin 1982 des « solutions » industrielles en accélérant les incitations technologiques et les restructurations.

Mais d'abord, qu'est-ce que la poste?

LES PTT : ADMINISTRATION OU ENTREPRISE?

Juridiquement, les PTT sont une administration d'Etat qui, avec son personnel, exploite différents services. Il s'ensuit un certain nombre de conséquences. Ils ne sont pas assujettis à la fiscalité. Pas un centime de l'impôt ne sert à couvrir les dépenses des PTT, y compris les salaires et cela contrairement à ce qui se pratique pour l'armée ou l'Education nationale dont les dépenses sont équilibrées par l'impôt.

En effet, les PTT ont des recettes propres (taxes téléphoniques, timbres...) qui doivent équilibrer annuellement leurs dépenses (personnel, salaires, équipement, fonctionnement, investissements) quitte à recourir à l'emprunt en cas de nécessité. C'est pourquoi le budget des PTT est dit « annexe », ce qui ne signifie pas pour autant qu'il soit « autonome ». En effet, le fonctionnement des PTT est subordonné aux choix du gouvernement qui, en fait, détermine leurs recettes en fixant

les tarifs postaux et téléphoniques et leurs dépenses en fixant les créations d'emplois, les investissements et les salaires. De plus, le budget annexe des PTT est soumis à la ratification du Parlement.

Malgré leur statut d'administration, les PTT sont une entreprise puisqu'ils ont une activité économique en produisant des biens et des services marchands. Cette activité est créatrice de valeur ajoutée. Mais quelle sorte d'entreprise sont les PTT?

Il est assez peu connu que les PTT sont l'une des premières entreprises françaises à la fois par leur chiffre d'affaires (environ 130 milliards en 1983, soit 15% du budget général de l'Etat) et par l'importance du personnel (480 000 salariés en 1983).

L'entreprise PTT rassemble des activités fort différentes aussi bien par leur structure que par leur rentabilité que l'on regroupe en deux secteurs différents : la poste et les services financiers d'une part, les télécommunications d'autre part.

La poste a pour mission d'assurer la transmission des messages écrits (secteur monopolistique) et participe (secteur concurrentiel) au transport et à la distribution des imprimés, journaux, périodiques et paquets. C'est un secteur important de l'économie : 80% du courrier émane des administrations ou (et) des entreprises pour lesquelles les PTT consentent des contrats tarifaires bien en deçà des tarifs normaux que payent les petits usagers.

Les services financiers qui regroupent le service des mandats (transports de fonds), la Caisse nationale d'Epargne (collecte de l'épargne), un réseau de placement des bons du Trésor, des emprunts publics et les centres de chèques postaux (collecte de fonds et échange de capitaux) se trouvent hors monopole. Ils sont en concurrence directe avec le secteur bancaire et avec celui des caisses d'Epargne privées.

Le secteur postal et les services financiers ne sont pas « rentables ». En 1983, ils ont connu un déficit d'envi-

LES P.T.T. CHIFFRES

Dépenses annuelles (fonctionnement et opérations en capital) : 158,4 milliards.
Investissements : 36 milliards dont 2,5 à la poste, 33,1 aux télécoms, 0,435 aux services généraux.
Modifications d'effectifs (transformations d'emplois vers le haut des pyramides, notamment 3 000 emplois de C en B au service général) : 189 millions.
Majoration des traitements : 1,4 milliard, c'est-à-dire une augmentation annuelle de 2,5%!
Emprunts : 13,3 milliards qui représentent l'équivalent annuel de près de 150 000 agents des PTT.
Prélèvement de l'Etat sur le budget : 6,1 milliards, dont :
– 1,1 milliard au titre de la compensation entre les régimes de Sécurité sociale;
– 2,9 pour la filière électronique;
– 2,1 au profit du budget général.
En équivalent-emploi, cela représente 7 000 emplois! Ou encore chaque agent perdra en 1984 environ 15 000 francs soit près de 3 mois d'un bas salaire au profit de l'Etat capitaliste.
Nombre de salariés : 480 000 employés, ouvriers, techniciens, cadres et ingénieurs, dont 56% ont un traitement mensuel net inférieur à 5 500 F et 92% inférieur à 8 800 F.

ron 2,2 milliards de francs en petite partie imputé à l'importance des frais de personnel et à la faiblesse des recettes, mais surtout à cause des transferts vers les entreprises privées : en effet, l'organisation des PTT se fait en priorité en fonction des besoins des autres entreprises capitalistes. Ceci explique la mise en place du courrier à deux vitesses, la codification, la mécanisation postale, l'automatisation du tri, la mise en gestion électronique des centres de chèques postaux et de la CNE, la distribution des imprimés sans adresse, les services Cedex (distribution particulière aux gros usagers), le service Postadex (contrat entre les PTT et les entreprises qui fait obligation aux services postaux de collecter le courrier à l'entreprise et de l'acheminer dans un temps donné). Quant aux chèques postaux, première banque de dépôt en France, ils doivent remettre les capitaux collectés entre les mains du Trésor public, un des services de l'Economie et des Finances, à un taux qui ne leur permet pas de recouvrir leurs frais de fonctionnement. C'est pourquoi ils continuent à emprunter à 14 ou 15% pour rembourser leurs dettes.

Les bénéfices réalisés par les PTT proviennent donc des **Télécommunications** dont l'exploitation est une activité hautement rentable. L'excédent des produits sur les charges est de l'ordre de 2 milliards de francs chaque année. De plus, les PTT alimentent les entreprises des télécommunications qui sont leurs fournisseurs (le principal favorisé étant la CGE-Thomson) en y transférant des sommes d'argent colossales (environ 30 à 40 milliards par an). Et là encore ce sont les entreprises qui sont favorisées au détriment des petits usagers. Ainsi est-il question de supprimer le réseau pneumatique qui est déficitaire.

L'ÉVOLUTION DES P.T.T.

Elle est très directement liée à l'évolution du système capitaliste lui-même. Pendant longtemps le pouvoir politique qui s'en était attribué le monopole, a négligé le secteur des PTT. Pendant toute la période du capitalisme libéral, il n'était pas question que l'Etat cherche pour lui-même à tirer un maximum de profit. La mission des PTT était alors différente : il s'agissait de fournir à la société tout entière (*« Egalité des usagers devant le service public »*) un service considéré comme essentiel au fonctionnement du système et donc le moins cher possible pour permettre aux entreprises de réaliser leurs bénéfices. Puis le passage à l'économie de marché de tous les secteurs de la vie économique, la concentration industrielle, la dispersion sur le territoire des unités de production d'une même entreprise, la constitution d'entreprises de grandes dimensions, l'intégration de plus en plus forte de l'économie nationale dans le marché mondial ont rendu indispensable au fonctionnement même du système capitaliste l'existence de réseaux de communications rapides et denses.

Le capitalisme a aujourd'hui un besoin vital de moyens d'action à distance. Ceux-ci constituent un élément essentiel de la croissance économique, en ce sens que la productivité de l'appareil de production et de commercialisation dépend pour une grande part de la rapidité et de la qualité de l'information. En France cette information est entre les mains de l'Etat au moyen des PTT. C'est pourquoi en cas de grève, les pouvoirs publics n'hésitent pas à recourir aux réquisitions de personnel, à l'intervention de l'armée et de la police capables d'assurer le service minimum indispensable au fonctionnement non seulement de l'appareil économique, mais aussi du pouvoir politique (la poste matérialise la présence de l'Etat et de son autorité sur l'ensemble du territoire).

Cette évolution, du capitalisme libéral au capitalisme monopoliste d'Etat, a bien évidemment changé la nature des PTT. A partir du moment où ils se sont trouvés placés de plain-pied dans le système économique, les PTT ne pouvaient échapper bien longtemps aux lois du capitalisme. C'est surtout depuis la fin des années 60 que la politique pratiquée par le pouvoir repose sur la recherche de la productivité : l'objectif de l'entreprise n'est plus de fournir des biens ou services utiles à la collectivité mais de tirer des marchandises produites ou vendues un profit maximum.

LE PLAN DAUCET

Depuis le 10 mai 1981, la politique gouvernementale vis-à-vis des PTT s'est concrétisée par la volonté de réduire les coûts, d'être compétitif à la fois sur le marché intérieur (concurrence avec

L. Mexandeau, L. Fabius, J. Daucet

les banques) et sur le marché international (aide d'environ 3,4 milliards de francs aux entreprises de la filière électronique dont une bonne part a servi à la restructuration des groupes CGE-Thomson qui va se solder par la suppression de 6 000 emplois!).

Le budget 82 s'était avéré catastrophique. Déjà à cette époque le ministre socialiste Louis Mexandeau indiquait qu'il fallait poursuivre la restructuration engagée par et sous la droite! La politique d'austérité n'a pas tardé à suivre : aucune création d'emplois, aucune réforme catégorielle aux budgets 83 et 84. La mise en œuvre des 35h a été repoussée à plus tard.

Le gouvernement de gauche mène aux PTT la politique générale, axée sur la rentabilité et le profit maximum, qu'il a adoptée pour les autres secteurs, assortie d'une politique d'économie sur le budget de l'Etat, en organisant la pénurie, au risque de la détérioration du service public.

C'est dans ce contexte et à cause de cette logique que le ministère des PTT a mis au point un plan de restructuration connu par les postiers sous le vocable de *« plan Daucet »* (nom du Directeur général de la poste). De quoi s'agit-il?

Au départ, il s'agit de réaliser près de 800 millions d'économie aux PTT. Comment? En diminuant les coûts de traitement du courrier.

Pour atteindre cet objectif, le pourcentage des plis de première catégorie dont le traitement coûte le plus cher (le courrier rapide nécessite un tri de nuit payé en heures supplémentaires, le transport par avion, etc.) descendra de 73% à 40%, tandis que les plis non-urgents progresseront de 27% à près de 60%. Ce qui revient à faire passer annuellement 3 milliards d'objets en seconde catégorie. A l'heure où la modernisation de la poste devrait permettre d'acheminer une grande partie du courrier à J + 1, la mise en œuvre du Plan Daucet a pour conséquence un ralentissement sensible du courrier (J + 2, J + 3, voire J + 4!). De plus, les lettres acheminées en petite vitesse sont de plus en plus nombreuses, car en creusant l'écart tarifaire (1,60 frs et 2,00 frs) le gouvernement fait tout pour détourner le public des plis de première catégorie.

Si ces mesures gouvernementales conduisent nettement à une dégradation du service rendu aux petits usagers (*« Les entreprises faisant passer leurs frais de courrier en frais généraux déductibles des impôts ou répercutables sur le prix des marchandises. »*), elles feraient aussi économiser 90 000 heures supplémentaires (chiffres syndicaux) et l'« administration » pourrait muter 40% du personnel de nuit dans des brigades de jour (politique dite de *« redéploiement »*). Pourtant les économies réalisées se feront au détriment des recettes supplémentaires que procurent les lettres à 2,00 frs. La Direction générale des postes chiffre à 659 millions les pertes de recettes!

Au bout du compte, ce sont les postiers qui font les frais de l'opération.

Dans les centres de tri, des services sont déjà comprimés ou supprimés. Par exemple, le tri et les trains postaux dans la nuit de samedi à dimanche ont disparu. Chaque travailleur de ces services perd entre 600 frs et 1 200 frs par mois et 20 jours de congés dans l'année par la suppression des repos compensateurs. La durée des autres nuits est rallongée. Depuis le début de l'année, c'est déjà plus d'un millier d'emplois qui ont été transférés des centres de tri vers les bureaux de poste.

Dans les bureaux de poste précisément, la DGP envisage une variation dans les heures d'ouverture et de fermeture selon l'importance du trafic et la composition de la population locale. Les heures d'ouverture pourront être prolongées certains jours (marchés, manifestations locales...) ou certaines saisons (dans des régions touristiques). En contrepartie, elles seront réduites *« corrélativement, d'autres jours peu chargés »*. Horaires variables, extension des *« retours »* (les postiers viendront travailler le matin, repartiront chez eux en milieu de journée et reviendront achever leur service en fin d'après-midi!) vont être généralisés.

Aux chèques postaux et dans les services financiers, « les aménagements du travail » dans le cadre de la suppression du travail le samedi pour une partie du personnel, prévoient *« des aménagements de vacations, des allongements de vacations, des chevauchements de brigades, des créations ou des allongements de retours »*...

Pour faire passer la pilule, le ministère des PTT prétend que cette réorganisation du travail pourrait se traduire par une diminution de sa durée qui tomberait de 39h à 37h, sans créations d'emplois correspondantes. En proposant ce marché de dupes, l'administration n'ignore pas combien est forte à la poste la volonté des travailleurs de voir les horaires baisser. Mais l'« administration » n'a pas réussi à leur faire croire qu'on pouvait réduire la durée de leur travail sans augmenter les effectifs alors même que le trafic est chaque année en augmentation de 3 à 4%, que de nombreuses positions de travail sont aujourd'hui à découvert et que le travail demandé à chaque postier est de plus en plus intensif.

A force d'économies tous azimuts, le ministère des PTT organise la dégradation des conditions de travail, la baisse des salaires (contre laquelle les travailleurs des PTT ont manifesté avec leurs collègues de la Fonction publique, le 16 février, aux appels parallèles des fédérations de fonctionnaires CGT et CFDT) ; il organise la baisse des effectifs pour le personnel et des retards d'acheminement d'au moins une journée pour plus de la moitié du courrier. Un véritable « modèle » de restructuration capitaliste qui aux PTT s'appuie sur l'utilisation de machines ultra-perfectionnées pour augmenter la productivité avec un nombre de personnes de plus en plus réduit. Plus généralement, le plan Daucet s'inscrit à part entière dans la politique industrielle, d'austérité et de gestion de la crise capitaliste que mène le gouvernement.

Evariste GAMELIN

Quand l'injustice est à ce point criante...

Quand l'injustice est à ce point criante, elle devient intolérable. Comment supporter le chômage et son cortège de misère matérielle et morale, quand on n'a rien d'autre à se reprocher que d'être un militant syndical? Comment supporter le refus de tout dialogue, quand on a tout fait pour permettre l'ouverture de négociations?

Car tout a été essayé : toutes les démarches, toutes les actions, jusqu'à la grève de 24h du vendredi 27 janvier, qui a mobilisé 80% du personnel roulant et les travailleurs des autres entreprises.

Les syndicalistes licenciés de la SMTU ont estimé qu'ils ne pouvaient accepter une telle injustice : **ils ont décidé d'entamer une grève de la faim à partir du 1er février 1984.**

Le syndicat CGT des Transports urbains, réuni en conseil syndical le lundi 30 janvier, a décidé de soutenir l'action de ces camarades. Il appelle tous les travailleurs, toutes les forces démocratiques, politiques et syndicales à se mobiliser pour mettre fin à cette situation intolérable, pour que tous nos camarades soient réintégrés.

(communiqué de presse CGT-SMTU –extraits)

A ce jour (13 février 1984), quatre des licenciés continuent la grève de la faim avec le soutien de leur syndicat CGT d'entreprise. Des lettres et télégrammes sont arrivés des boîtes de transport de la France entière; à Montpellier même, la CFDT et son union locale ont témoigné leur soutien contre les licenciements. Les élus du PCF, du PSU ainsi que leurs fédérations de l'Hérault, le comité ville du PCML, de la LCR réclament la réintégration des sept licenciés...

LA LUTTE

S'inscrivant dans la campagne d'action lancée par la fédération CGT des Transports et déclenchée pour le maintien du pouvoir d'achat (7% de moins en 83 à la SMTU), la lutte des traminots de la ville de Montpellier a connu une grande diversité de rebondissements et de situations.

Commencée par des débrayages d'une heure aux moments creux pour gêner le moins possible les usagers, face à l'intransigeance de la direction et sur proposition de l'UL et UD-CGT, les traminots ont occupé les dépôts le 7 novembre. Le 12, à 5h du matin, les CRS évacuaient les grévistes et comme aucun chauffeur ne prenait le volant en présence des CRS, la direction met en place un système de cars privés venus de Marseille, Toulouse..., multiplie les pressions, menaces, chantages par lettres, coups de téléphones, visites le soir chez les stagiaires, etc. Le 18 novembre, l'assemblée générale décide de reprendre le travail et de continuer la lutte pour le pouvoir d'achat sous d'autres formes afin de ne pas gêner les usagers.

Le 13 décembre, la direction licencie trois chauffeurs pour fait de grève. Le 16 décembre, les trois délégués CGT sont licenciés, suivis de deux autres chauffeurs, pour les mêmes motifs. Le 3 janvier, le dixième chauffeur est licencié.

LES LICENCIÉS TOUS DES MILITANTS CGT

Claude C. : délégué du personnel, trésorier du syndicat. Marié, deux enfants. Epouse en licenciement économique. **Pierre G.** : délégué du personnel. Marié, deux enfants. **Constant R.** : délégué du personnel, membre du bureau syndical. Marié, quatre enfants.

Grévistes de la faim du 1/02/84 au 7/02/84, les trois délégués ont été réintégrés le 8 février 84 sur décision du ministre des Transports qui a cassé l'avis favorable donné par l'inspection des Transports de Montpellier.

Claude D. : membre du bureau syndical; 1 enfant. Gréviste de la faim. **Martine G.** : membre du bureau syndical; 1 enfant à charge. **Eric T.** : chauffeur stagiaire, syndiqué CGT. Marié, 1 enfant. Gréviste de la faim. **Philippe M.** : syndiqué CGT. **Vincent L.** : chauffeur stagiaire, membre du bureau syndical. Epouse au chômage. Gréviste de la faim. **Serge M.** : syndiqué CGT. Marié, 3 enfants. **Robert B.** : le dixième licencié. Membre du bureau syndical, membre de la CE de l'UL-CGT. Marié, 1 enfant. On lui reproche des accidents (bénins) qu'il a eus avant sa titularisation!!! Gréviste de la faim.

Envoyez lettres et télégrammes de soutien à : Syndicat CGT-SMTU – Grève de la faim – rue de l'Industrie 34000 Montpellier.

UNE COMBATIVITÉ EXEMPLAIRE

C'est sans doute le fait le plus significatif de cette lutte : l'extraordinaire solidarité, ténacité et mobilisation des travailleurs de la SMTU.

Chauffeurs et mécanos, après plus de quatre mois d'actions, d'attaques calomnieuses et de tentatives de division, restent soudés, unis, solidaires des grévistes de la faim, actifs pour la réintégration de tous les licenciés! Ce n'est pas pour rien qu'au cours de cette lutte, ils ont réalisé plus de 80 adhésions nouvelles à leur syndicat CGT. Certains détracteurs parlent de corporatisme... Dommage qu'il n'y en ait pas davantage!!! □

Un enjeu qui dépasse l'entreprise

La seule grande ville de la région Languedoc-Roussillon (Alès exceptée) restée aux mains de la gauche, fière de ses opérations spectaculaires dans les domaines scientifiques, architecturaux et culturels, vient de remplir –hélas– des pages moins glorieuses que les Montpelliérains ne sont pas prêts d'oublier. Une cynique utilisation des médias pour mener une campagne de mensonges et de calomnies, l'envoi des CRS contre les dépôts occupés, le licenciement de 10 militants CGT dont 3 délégués du personnel, tels sont les tristes trophées qui ornent désormais la mairie et tout particulièrement le bureau de G. Frèche (PS) maire de la ville, principal responsable de ces événements. Dans le camp des travailleurs, l'indignation, la colère alternent avec le désarroi, l'incompréhension. Comment un tel responsable du Parti socialiste, député de surcroît, peut-il oser agir d'une telle manière? Pousser aussi loin les limites de l'intolérable? Comment et pourquoi dans une ville gérée par une équipe de gauche, avec la gauche au pouvoir, alors que les conditions devraient être favorables pour une lutte massive et efficace contre ces licenciements, pourquoi n'arrive-t-on pas à faire céder la direction de la SMTU sur des licenciements pour fait de grève?

Toutes ces questions tournent, retournent et se cognent dans les têtes des travailleurs. De ceux de la SMTU qui, même avec un maire de droite et Giscard, n'ont jamais connu une telle répression. Mais aussi dans les têtes des autres, des militants syndicalistes et politiques qui restent dans leur majorité hébétés, déroutés par de tels actes en même temps que certains découvrent amèrement des réalités difficiles à accepter et que d'autres voient leurs inquiétudes se confirmer...

ET S'IL Y AVAIT UNE LOGIQUE?...

Et si de tels actes, et si cette répression n'étaient que la continuation, le prolongement logique de la politique économique de J. Delors? De sa conception de la lutte contre l'inflation? N'affirme-t-il pas, après Mauroy, que ce sont les salaires (entendez la hausse des salaires) qui sont responsables de l'inflation? En posant le problème du pouvoir d'achat, les traminots ont mis le doigt sur un des points les plus sensibles de la politique économique du gouvernement et cela pourrait expliquer en partie l'âpreté du combat qui se mène.

G. Frèche lui-même s'est délibérément situé sur ce terrain : *« Il faut faire baisser l'inflation en France, c'est une nécessité vitale. Nous avons contribué dans ce dossier à l'effort national... »*.

Mais nombreux, y compris au Parti socialiste, ne sont pas prêts d'en payer ce prix et se refusent à de telles méthodes. Dans une lettre de la Commission fédérale aux entreprises émanant du Secrétariat fédéral, adressée au premier secrétaire de l'Hérault et datée du 16 décembre, on peut lire : *« La commission... s'est interrogée sur le problème posé par la grève de la SMTU, sur ses conclusions et sur les mesures de répression qui semblent être prises à ce jour. La commission s'émeut de ce que dans la seule grande ville de la région dont le maire est socialiste, un conflit puisse se régler d'une telle manière... Elle demande instamment au Secrétariat fédéral de l'Hérault de rappeler aux camarades socialistes, membres du CA de la SMTU : 1) ce que sont les principes socialistes face aux conflits. Cette position a été récemment rappelée sur les antennes nationales par notre camarade Louis Mermaz : "Là où la droite envoyait les CRS, la gauche négocie."; 2) que des socialistes ne sauraient en aucune manière accepter que des agents puissent être licenciés ou sanctionnés pour fait de grève... »* (Lettre publiée dans la presse locale).

LA SOLIDARITÉ DE GESTION... JUSQU'OU?

Une autre question préoccupe les travailleurs : c'est celle de la solidarité de gestion municipale. G. Frèche a répété partout, dans la presse, à la radio, la télé que le Conseil d'administration de la SMTU avait pris les décisions, toutes les décisions à l'unanimité. Or, le responsable de la Commission des Transports est un élu communiste et bien que minoritaires, plusieurs d'entre eux siègent au Conseil d'administration. Cette affirmation n'a jamais été démentie.

Les chauffeurs de la SMTU sont nombreux à avoir exprimé le regret de constater l'absence des élus communistes sur le terrain, dans l'entreprise, en particulier lors de l'intervention des CRS et depuis. Il reste vrai que le Parti communiste et ses élus accordent une place importante au développement des transports sur la ville, développement qui profite en premier lieu aux travailleurs et à leurs familles.

D'ailleurs un contrat de 2 milliards et demi de francs vient d'être signé par le ministère et le district de Montpellier. A cette occasion, le maire a rendu hommage au responsable communiste qui avait préparé le terrain. Ce contrat a été signé le 8 décembre 1983 en pleine lutte. Certains n'hésitent pas à avancer l'hypothèse qu'il aurait servi de moyen de pression au maire pour obtenir la « neutralisation» des élus communistes et de leur parti qui jusqu'à cette date ménageaient les deux parties en conflit. Il est vrai qu'après la signature du contrat, les choses se sont radicalisées de part et d'autre avec l'offensive de la direction SMTU qui a commencé à licencier. Dès lors, les prises de positions du PCF ont été et demeurent claires : *« Contre les licenciements, pour la réintégration de tous les licenciés. »* (conférence de presse, communiqués à la presse).

Sans entrer dans ces détails qui ont sans doute leur importance, il est certain que l'on retrouve ici, en « modèle réduit», les mêmes problèmes PC-PS rencontrés sur le plan national, au gouvernement. Sur le terrain en tout cas, au-dela des déclarations positives, les manques d'appui sont cruellement ressentis par les travailleurs qui ont le sentiment de faire les frais et d'une politique économique et d'une politique d'alliance qui auraient toutes deux perdu de vue l'objectif : **la satisfaction des intérêts des travailleurs.**

Michel LOPEZ

L'agriculture... comme à Talbot?

Deux février 1984 : en même temps que l'on apprend la libération de Jean-Jacques Riou, responsable syndical paysan breton, sous la pression de la mobilisation des paysans de la région, la radio annonce l'arrestation de cinq viticulteurs du Midi, dont André Cazes, l'un des leaders des comités d'action viticole de l'Aude.

Outre la curieuse façon qu'a le gouvernement de régler des problèmes de fond, la simultanéité des deux événements, même si elle peut apparaître comme simple coïncidence, conduit à se demander s'il n'y a pas des causes communes à ces manifestations de mécontentement surgissant ici et là dans les régions les plus agricoles du pays.

Ici on met en avant les montants compensatoires monétaires, là les importations de vin et le spectre de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE, laquelle est semble-t-il une question de mois...

Examinons cas par cas les problèmes tels qu'ils se posent :

LA PRODUCTION DE PORCS

Les récents événements en Bretagne, même si on peut s'interroger sur la validité d'actions telles que la mise à sac de l'appartement du sous-préfet de Brest, ont attiré l'attention sur les difficultés et les inquiétudes des producteurs de porcs. Une unité d'intérêts semble apparaître au niveau de l'ensemble de la profession pour la suppression des montants compensatoires monétaires. Il est vrai que gros et petits éleveurs ont intérêt à leur suppression, les premiers pour accroître leurs bénéfices, les autres pour assurer leur survie; mais cela n'est que l'aspect conjoncturel, immédiat. Si une majorité de petits producteurs peuvent à peine s'en sortir lorsque le prix du porc est à 11,50frs le kg, par contre d'autres continuent à gagner de l'argent lorsqu'il est à 9,50frs (prix actuel). En outre, l'un des problèmes posés est celui de la concentration des moyens de production entre les mains de quelques gros paysans, liés étroitement aux sociétés agro-alimentaires, qui contrôlent le marché et tiennent les autres à leur merci. A l'heure actuelle, ceux-là, seuls, sont en mesure de se développer, de conquérir de nouvelles parts de marché, donc de contribuer à liquider les petits.

Le dénommé Gourvennec, récemment mis en avant lors des événements de Bretagne, contrôle à lui seul 1% de la production porcine du Finistère, alors qu'il y a près de 2000 éleveurs. Il est en train de négocier le rachat d'une ferme pour un prix compris entre 600 millions et 1 milliard de frs. Quel petit producteur, quel jeune a les moyens d'une telle opération? A coup sûr, les intérêts de M. Gourvennec ne sont pas ceux des petits éleveurs, or, la tendance actuelle, tant de l'évolution de la politique agricole européenne que de la politique du gouvernement français, favorise les gens de la catégorie de M. Gourvennec au détriment des petits et moyens paysans.

Quand on connaît, par ailleurs, les liens étroits existant entre messieurs Raymond Marcellin et Gourvennec, on ne peut que s'inquiéter d'une telle politique!

LA PRODUCTION DE LAIT

Dans ce secteur, le risque de voir la commission agricole de Bruxelles imposer des quotas de production au-delà desquels le litre de lait serait taxé (70%), alimente l'inquiétude des agriculteurs. Bloquant les possibilités de développement, voire de diversification des activités des petits et moyens paysans, en leur supprimant la possibilité d'accumuler les sommes nécessaires aux investissements, de telles mesures accentueraient la concentration des sociétés agro-alimentaires et des grosses exploitations intégrées. Mais même sans en arriver là, une politique de stabilisation des prix sur deux ou trois ans entraînera à tout coup la disparition d'une bonne partie des petites et moyennes exploitations.

LA VITICULTURE

La légère reprise des exportations ces derniers temps et surtout la perspective désormais proche d'entrée de

l'Espagne et du Portugal dans la CEE entretiennent dans le Midi viticole un climat d'inquiétude et de colère. Problème spécifique? On le dira moins lorsqu'on sait que, depuis septembre, le vin reste dans les cuves, cette mévente étant organisée par les sociétés de commercialisation nationales et européennes qui ont remplacé le traditionnel négoce. Là aussi, seuls peuvent tenir ceux qui ont les reins suffisamment solides pour organiser et prospecter leurs propres marchés, ceux qui ont les moyens de répondre lorsqu'on leur demande de faire une production de qualité. L'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE en augmentant les difficultés des petits viticulteurs accélérera ce processus.

CONCENTRATION CAPITALISTE ET REDÉPLOIEMENT IMPÉRIALISTE

Ainsi au-delà des spécificités tenant aux types de production, aux structures régionales, partout la cause essentielle des difficultés actuelles de la petite et moyenne paysannerie tiennent à la concentration capitaliste dans l'agriculture, concentration encouragée par la politique agricole de la CEE, et pas véritablement entravée par la politique agricole du gouvernement de gauche.

Au rythme actuel, on peut envisager la disparition d'environ 500 000 paysans d'ici l'an 2000. Ceci pose des problèmes d'emploi mais aussi interroge sur ce que sera la société française dans 15 ans! Cela pose également la question du type de relations avec le Tiers Monde qu'implique le développement d'une agriculture capitaliste fondée, notamment dans l'élevage, sur l'importation au plus bas prix de tourteaux, soja et autres produits. On peut s'interroger enfin sur les buts assignés à cette agriculture et sur ce qu'ils ont de commun avec les intérêts des travailleurs de ce pays; conquête des marchés américains pour la viticulture, concurrence avec les autres groupes monopolistes occidentaux en Europe et dans le Tiers Monde, feront les choux gras des sociétés agro-alimentaires et des sociétés commerciales et financières!

Concentration capitaliste et redéploiement des capitaux pour conquérir des positions sur le marché mondial, voilà les véritables vecteurs de l'évolution de l'agriculture en France, processus qui va de pair avec celui qui affecte l'ensemble de l'économie et de l'industrie françaises.

LES PROPOSITIONS DU PCML

Notre parti n'est pas opposé à la modernisation de l'agriculture; il n'est pas opposé à la réorganisation de la production si les objectifs en sont la satisfaction des besoins populaires et le développement de la solidarité avec le Tiers Monde. Il considère que les petits et moyens paysans ne doivent pas en faire les frais et que leur emploi et leurs revenus doivent être préservés.

Il considère par ailleurs que l'évolution des politiques agricoles européenne et française ne vont pas dans ce sens actuellement et qu'il faut s'y opposer. C'est pourquoi il soutient les luttes des petits et moyens paysans pour la survie et la défense de leur revenu.

Il propose :

—que soit mise en œuvre une réforme foncière permettant la location des terres dans le cadre de baux à long terme et accordant la préférence dans l'attribution des terres aux jeunes qui s'installent selon cette formule;

—que soient profondément remaniés les critères d'attribution des aides à l'installation de façon à ce qu'elles ne soient plus proportionnelles au volume des emprunts.

Le PCML soutient la revendication d'un statut paysan incluant :

—la séparation juridique de la famille et de l'exploitation;

—l'égalité des droits, obligations et responsabilités des travailleurs salariés de l'exploitation;

—la garantie de revenu et le partage des risques avec l'environnement économique de l'exploitation;

—l'accession sur un pied d'égalité avec les autres catégories de travailleurs à tous les droits sociaux.

Michel PAPIN
et François LARGUIER

PCML *Flash* hebdomadaire — **TRAVAILLEURS** mensuel

Abonnement groupé :
6 mois : 80,00 F 12 mois : 150,00 F
soutien : 100,00 F soutien : 200,00 F

Nom . . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

Règlement à : **Presse d'Aujourd'hui – B.P. 90 – 75962 Paris Cedex 20**

Notre voyage en Occitanie, bien trop court à notre gré, n'a pas permis d'explorer tous les tours et détours du mouvement occitan, de son histoire, de ses militants d'hier et d'aujourd'hui. D'abord parce qu'il s'est limité au Languedoc où l'occitanisme s'est trouvé intimement mêlé au destin viticole. Aussi, car, faute de place, il ne fait qu'effleurer les problèmes économiques et politiques aigus auxquels sont confrontés les hommes et les femmes de ce pays : problèmes d'emploi, poids de la CEE, limites ou dangers de la décentralisation. Pourtant, le chanteur occitan Claude Marti, le syndicaliste viticole Jean Huillet, le militant culturel des Obradors, Etienne Hammel, et le secrétaire du Parti nationaliste occitan, Jacques Ressaire nous ont livré une cargaison de faits, d'expériences, de points de vue qui manifestent la richesse et l'ouverture de ces militants en terre occitane. Un débat a couru à travers ces rencontres : le rôle et la place de la langue d'oc, la continuité, la «crise» du mouvement et son renouveau nécessaire; certaines démarches convergent; certains points de vue diffèrent. La détermination et le regard sur l'avenir sont toujours de mise. Nous aurions voulu donner la parole à un autre militant occitan de terrain, enseignant de l'une des calendretas, écoles maternelles occitanes qui, comme les bressoles et l'école Arrels catalanes, les dimans bretons, les iskatolaks basques et les scolacorsa corses œuvrent quotidiennement en faveur des peuples minoritaires et de leurs langues. Ce n'est que partie remise.

Carine FAVIER – Camille GRANOT

Claude MARTI

chanteur occitan :

«Un habit d'arlequin...»

Dans ce pays, en Pays d'oc, on a toujours chanté en occitan; c'était la culture de l'intimité : on chantait en famille, pour la fête dans son village ou son quartier. Le nouveau, c'est, par le biais de la nouvelle chanson occitane, d'avoir contribué à remettre en circulation publique une langue, une culture, longtemps refoulées, ceci par le disque, la cassette, le passage possible à la radio, à la télé et dans les médias.

Cela date des années 70, à la suite de la grande réflexion née de mai 68, sur soi-même, sur la société, sur le progrès... Il faut y ajouter l'envie de chanter, l'envie de chanter tout court... et aussi l'exemple des voisins catalans.

Il y a, et il y a eu des liens entre les chanteurs occitans, car souvent, surtout les années passées, nous nous sommes retrouvés dans des endroits où les gens se battaient pour être eux-mêmes, pour vivre, pour vivre mieux et choisir leur vie.

Pour moi, la culture occitane, c'est un habit d'Arlequin, un espèce d'arc-en-ciel, un habit culturel de toutes les couleurs. Il y a la culture occitane qui se dit en «oc», mais la culture occitane peut aussi s'exprimer en espagnol pour les Espagnols d'ici, qui y viennent depuis cent ans! Ce peut être la culture occitane qui s'exprime en arabe. Si l'on veut donner une chance à la culture d'oc, il faut que les gens d'ici rendent compte de toutes les cultures qui existent en Pays d'oc. Personnellement, je chante en occitan, en espagnol, un peu en français... Je vais essayer de dire des trucs en kabyle; j'ai fait un disque avec un texte, *«Exil»*, dont Djamel Alam m'a fait les paroles en kabyle. Je voudrais monter un groupe comme cet habit d'Arlequin. Il faut rendre sa place à chacune des cultures qui composent ce pays et c'est dans la mesure où ces cultures convivront et vivront tout court et qu'elles auront des droits... que la culture purement occitane pourra vivre. Moi, je suis pour le rock en occitan, pour la bossa-nova et la musique traditionnelle, pourquoi pas... L'asphalte a le droit à sa musique; les ZUP et les HLM ont le droit à la musique du béton, en occitan ou en autre chose...

Une des fragilités de la chanson occitane, c'est que nous avons tellement suivi les luttes sociales – moi, j'ai été carrément le chanteur du CAV – que nous en avons subi les heurs et malheurs. Quand le CAV était très fort et très haut, nous avons été très forts et très haut; quand il a été très bas et très faible, nous aussi!

Le Languedoc est une terre multiraciale. Je veux tenir compte de cette donnée sur le plan musical. L'avenir du Languedoc, pour moi, c'est un avenir culturel multiforme.

Jean HUILLET

MIVOC :

pour un occitanisme réaliste

Pourquoi MIVOC? Mouvement d'intervention des viticulteurs occitans?

Nous étions une bande de copains au CDJA en conflit avec d'autres agriculteurs. Conflit sur le fond parce qu'on se sentait très mal à l'aise dans l'analyse «jeunes agriculteurs modernistes – chefs d'entreprises»... Conflit sur la forme, car ils étaient en train de licencier un administratif, un animateur pour des raisons purement politiques. Nous sommes partis du CDJA de manière organisée et groupée... et avons fait le choix de créer quelque chose à nous, en tant qu'habitants de ce pays, car nous nous sentions mal à l'aise dans les organisations syndicales agricoles existantes en Languedoc. On a cherché, et trouvé MIVOC. *Mouvement*, parce qu'on ne voulait pas le coincer dans un truc syndical bien catalogué; *intervention*, c'est le côté opérationnel de notre syndicat; *occitan* pour deux raisons. C'est d'abord notre propre façon de dire qu'on n'est pas un syndicat corporatiste, que notre bagarre est ouverte aux autres secteurs socio-professionnels : le syndicat a été créé en novembre 75, et en avril 76, on faisait la grande manifestation unitaire. Occitan, c'est aussi l'expression de l'attachement à notre terre. Nous sommes des «Occitans réalistes».

Ce qui veut dire?

C'est vrai, il faut se plonger dans le passé pour avoir une notion d'où on vient, de notre identité. Mais, nous paysans, enracinés dans nos terres, nous sommes confrontés à la réalité de notre pays; la terre a pour nous une symbolique très forte; inutile de l'exprimer par des tas de phrases, de poèmes... Occitanistes réalistes, car il faut bien tenir compte de l'évolution de l'histoire. Faire un caprice en voulant

une nation occitane, c'est fini...; par contre empêcher que notre expression culturelle propre soit définitivement tuée, c'est être réaliste. En un mot, il ne faut pas tout rapporter systématiquement à la langue; en disant cela je prends des risques par rapport à mes amis des mouvements occitans. Bien sûr, c'est important que les jeunes réapprennent la langue, qu'elle soit un véhicule entre nous...; mais, attention, si le MIVOC avait été un syndicat agricole passéiste, scrupuleux sur la façon d'être intellectuelle, linguistique... il se serait coupé de beaucoup de néo-ruraux, de jeunes arrivés dans notre région. A partir du moment où ils assument la vie sur notre terre, qu'ils y sèment, qu'ils y peinent, qu'ils y enterrent amis et parents... ils font partie intégrante de ce pays même s'ils n'en véhiculent pas le passé. Ils ont devoir de nous respecter au même titre qu'on les respecte...

Quels sont les liens entre occitanisme et problèmes de la viticulture?

C'est une vieille histoire. L'agriculture a toujours beaucoup compté en Occitanie. De là à identifier culture occitane et paysannerie et notamment viticulture, c'est un pas que nous avons franchi. Et ce fut une de nos erreurs d'ailleurs. Car du coup, quand la paysannerie et la viticulture étaient dans une courbe ascendante en tirant derrière elles toute l'effervescence socio-politique de la région, le mouvement occitan était fort. Quand la viticulture s'est cassée la figure, le mouvement occitan a suivi dans sa chute. C'est vrai, c'est encore dans les villages qu'on parle le mieux la langue, mais l'idée occitane n'y est pas associée à celle de «nation» surtout dans la tête d'intellectuels, ni à celle de «région» un peu plus partagée. Par contre, les gens de la campagne sont attachés à la notion de «pays» – «pays bas», «pays haut». Elle a fait le ciment à l'époque avec le mouvement ouvrier, car on a pu expliquer aux paysans que les ouvriers n'étaient pas des ennemis et vice-versa... ce qui a permis la manifestation de 76. Mais c'est une notion fragile, car derrière il n'y a pas de structure politique très cohérente... Quand le mouvement paysan s'est essoufflé, avec Montredon qui a été un coup de poignard dans le dos de la viticulture et aussi parce que le tissu social des campagnes est démoli, le mouvement politique occitan s'est cassé la figure... S'il veut s'en sortir, il faut qu'il pluralifie ses bases militantes, qu'il y ait autant d'ouvriers, de secteur tertiaire que de paysans... (...). En milieu paysan, l'idée occitane reste répandue bien qu'elle ait évolué en régressant à mon sens; on le voit à des détails : le théâtre occitan ne remplit plus les salles en milieu rural, alors qu'il fut une découverte extraordinaire pour les paysans dans les années 70-75. Cela est lié à cet espèce de ghetto dans lequel s'est mis le mouvement culturel occitan.

Le mouvement politique occitan est en reflux alors qu'il a des chances à l'heure actuelle; l'identité occitane pour nous, gens de cette région, serait le recours pour obliger la gauche au pouvoir de faire les réformes nécessaires et espérées sans tomber dans le giron de la droite. Cela me paraît opportun de militer en tant qu'Occitan...

Etienne HAMMEL

Obradors,

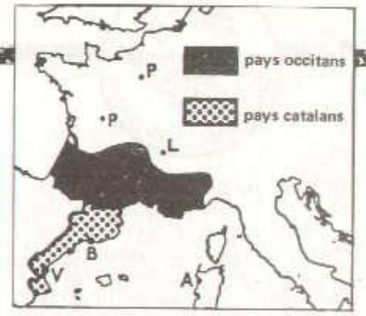
ouverture

et modernisation

Que sont les Obradors occitans?

Notre association, qui est une association culturelle, est apparue en 82 comme suite et résultat d'une crise très profonde du mouvement occitan amorcée vers 1975-76, bien que la grande manifestation de 76 en ait caché l'existence. Le mouvement culturel occitan, après 76, se croit «arrivé» et se croit autorisé à glisser au plan politique... et du coup se fragmente dans de très mauvaises conditions. Nous sommes issus de cette fragmentation; avant nous, il y avait eu l'IEO (Institut d'études occitanes), important organisme culturel occitan.

De plus, à partir de mai 81, nous avons eu l'impression qu'il y avait une certaine ouverture sur la question des cultures minoritaires et qu'il n'existait ici aucune capacité d'exploitation des ouvertures faites par le gouvernement. Nous nous sommes posés en interlocuteur potentiel en nous définissant ainsi : nous sommes une association d'individus et d'associations, une espèce de collectif, de conscience générale du mouvement occitan... Il y a aujourd'hui autour des Obradors une vingtaine d'associations ou groupes de théâtre



qui gravitent en nébuleuse... sans que nous soyons parvenus encore véritablement à une fédération occitane des associations.

Nous nous situons dans le champ de la gauche au pouvoir dans un équilibre très instable entre ceux qui sont membres de partis de la majorité actuelle et ceux qui ne le sont pas. L'ancrage à gauche est relativement clair. Autre élément : très peu de nationalisme passe à travers les «obradors»...

Ne s'agit-il pas d'une vision un peu nouvelle de l'occitanisme?

«Qu'est-ce qui est occitan, qu'est-ce qui ne l'est pas»? Cette question, traditionnellement, le mouvement occitan la règle en disant *«ceux qui parlent occitan, sont Occitans, ceux qui ne le parlent pas ne le sont pas; ceux qui ont un poil d'accent sont appelés à reparler occitan et donc à remonter à une identité»*. Nous pensons aujourd'hui que l'occitanité de ces régions, si elle existe, ne passe plus nécessairement par la langue et qu'il faut donc en même temps dialoguer avec des gens qui habitent ici quel que soit le vocabulaire qu'ils utilisent. Cela est entamé et extrêmement productif, car autant il y a eu une sorte de repli du mouvement occitan sur sa langue, autant il a été un des rares milieux continuant à s'interroger sur l'avenir collectif des groupes sociaux d'ici. Nous nous sommes situés dans ce champ-là :

1° – pour une espèce de modernisation de la culture occitane prise dans son sens le plus classique. On ne peut pas faire de l'occitan à la télé si c'est plus mauvais que ce qui se fait en français; cela ne donne pas envie aux gens de réutiliser cette langue.

2° – une politique d'ouverture doit nous permettre de reprendre la question occitane à la base et d'échapper à la définition simple de l'occitanité par l'indice linguistique. Montpellier parle peu occitan et pourtant c'est une ville occitane par beaucoup de traits sociologiques et mentaux.

Du côté du mouvement occitan, il y a eu des réactions vives. *«C'est une*

trahison!» ou plus gentiment des gens ont dit : *« Ils sont complètement fous, ils lâchent une chose qui commence à payer!»*. Les réactions ont été plus intéressantes du côté des « Français» avec la possibilité d'un certain nombre d'échanges, d'un nouveau rôle à apprendre...

Il y a un enjeu dans la région : qui va avoir le pouvoir, en fonction de quelle politique, de quelles perspectives vont-ils l'exercer? Cela réanime le débat culturel et politique où nous retrouvons des organisations syndicales, des organisations culturelles. Nous avons de bons rapports avec le monde syndical, même si les syndicats restent relativement distants... Nous pensons que le mouvement culturel occitan ne détient pas le monopole de la manière d'être Occitan : il y a autant de légitimité dans les affirmations occitanes ou para-occitanes dans le mouvement syndical que dans les affirmations d'intellectuels ou d'artistes occitans. (...)

A travers une espèce de rencontre des forces vives de la région, il est possible de discuter d'un projet régional : problèmes de gestion culturelle, de gestion économique. Notre région est l'une des plus touchées par le chômage... et en cours de remodelage avec l'arrivée massive de gens venant d'autres régions... Se joue aujourd'hui probablement l'avenir de la société occitane...

Jacques RESSAIRE

Parti nationaliste occitan,

la langue, fil directeur de l'histoire

■ **Sur quelles bases se fonde l'action du PNO?**

Pour comprendre les problèmes politiques, nous pensons qu'il y a trois séries de contradictions essentielles : la contradiction nationale —les rapports entre nation et impérialisme—, la contradiction de classe et la contradiction socio-affective. Chacune est spécifique et aucune n'est réductible à l'autre. Pour ce qui est de la contradiction nationale qui pour nous est essentielle, prioritaire, nous pensons que les langues déterminent l'existence et les limites des nations. En conséquence notre politique internationale consiste à la reconnaissance d'environ 200 ethnies sur la planète et nous condamnons toute forme d'impérialisme de l'une sur l'autre. Nous sommes pour l'égalité de chacune de ces nations et la coopération maximum sur des bases égalitaires. L'une de ces nations, c'est la nôtre : la nation occitane.

Cela signifie que nous condamnons toute politique de bloc, qu'il s'agisse du bloc soviétique, du bloc occidental, du bloc chinois... Quelques exemples : nous sommes donc partisans de l'indépendance de l'ethnie cambodgienne, de l'éclatement de l'Inde en fonction de ses ethnies, d'Etats indépendants amérindiens. En Europe, nous luttons pour l'indépendance des ethnies basque, galloise, écossaise; nous optons pour l'éclatement de la Belgique entre Wallons et Flamands. Pour l'Etat français, nous luttons pour la reconnaissance d'ethnies non françaises, où sont parlées d'autres langues que le français : les Bretons, les Flamands, les Alsaciens, les Corses, les Catalans, les Basques et les Occitans. (...) La ligne que nous suivons, c'est celle de l'indépendance des ethnies en fonction de leur langue et, lorsqu'elles sont divisées, nous pensons qu'elles doivent se réunifier. (...) La langue est le fil conducteur de l'histoire.

L'important, à notre époque, c'est que chacune des ethnies qui se décolonisent ne peut le faire que par des méthodes socialistes. Nous abordons la deuxième contradiction, la contradiction de classe. Contrairement au marxisme, nous pensons que le socialisme ne s'élabore pas en fonction de la simple dictature du prolétariat, mais que les maillons faibles de l'impérialisme se détachent; les grandes victoires du socialisme sont bien plus dues à la décolonisation qu'aux victoires dans les pays industrialisés... Pour nous, il n'y a pas de modèle universel de socialisme : chaque nation, en fonction de ses luttes de classe propres et des rapports de forces internationaux, détermine un socialisme original. (...)

Enfin, de la même façon que nous sommes contre l'hégémonie d'un peuple sur un autre, nous sommes contre l'hégémonie d'une classe d'âge ou d'un sexe sur l'autre : cela concerne la troisième contradiction. Cet ensemble de phénomènes de libération, nationaux, de classe et affectifs constituent une pensée nouvelle élaborée par François Fontan, fondateur du Parti nationaliste occitan.

■ **Et l'Occitanie?**

Pour ce qui est de l'Occitanie, il faut la délimiter; la langue nous sert d'indice. Elle comprend sept provinces : Provence, Languedoc, Gascogne, Toulousain, Auvergne, Sud-Dauphiné et Guyenne. L'Occitanie est sous domination française, celle-ci s'étant opérée par petites touches du XIII[e] siècle à 1860, lors du rattachement du Comté de Nice. L'Occitanie déborde sur l'Italie, où se trouve un mouvement, le MAO (Mouvement autonomiste occitan), dont F. Fontan a été aussi fondateur. Elle déborde aussi sur l'Espagne dans le Val d'Aran.

Depuis le Traité de Rome, s'est superposé à l'impérialisme français, l'impérialisme européen, euro-américain qui, par le biais des multinationales, a accentué la colonisation, la dépossession des Occitans de leurs moyens de production. Plus encore que la colonisation parisienne, le libre-échange européen du Marché commun constitue notre ennemi principal. Nous sommes radicalement opposés au Marché commun et demandons la suppression pure et simple du Traité de Rome. Après 25 ans de fonctionnement, il entraîne des déséquilibres sans cesse croissants entre zones riches et zones pauvres, et nous, Occitans, nous sommes pour l'essentiel dans ces zones pauvres... La politique des multinationales est de faire de l'Occitanie un désert touristique.

Nous pensons que la libération nationale de l'Occitanie ne peut se faire que par étapes, vues nos forces assez faibles. L'éclatement du Marché commun sera la première des possibilités; nous ne pouvons nous libérer du Marché commun que par des alliances et nous sommes partisans d'un front de toutes les nations de l'Etat français pour sortir de ce système de l'impérialisme européen. ■

LE MONDE EN BREF

L' INTENSE ACTIVITÉ DES FORCES PATRIOTIQUES AU CAMBODGE. Le 2 février, le journal *L'Humanité* titrait *« Un bluff khmer rouge? Les troupes de Pol Pot prétendent avoir occupé une ville»*. Heureusement pour la véracité de l'information, il y avait un point d'interrogation. C'est depuis confirmé, l'armée nationale du Kampuchea démocratique a bel et bien attaqué et tenu quelque temps la ville de Siemreap située à 230 km au nord-ouest de Phnom Penh. Siemreap est un centre de commandement vietnamien.

Depuis l'armée nationale a complètement contrôlé plusieurs heures la ville de Pursat, un important point stratégique sur la route N°5 allant de Phnom Penh à Battambang à 150 km de la capitale. Kompong Thom, nœud important, a été occupé par les forces patriotiques à deux reprises. Ces derniers jours, les attaques se poursuivent contre les points d'appui vietnamiens. L'activité intense de l'armée de coalition se situe au moment où le Vietnam réunissait les trois ministres des Affaires étrangères des pays indochinois (Vietnam, Laos, Cambodge) pour leur faire signer la déclaration de Vientiane. Cette déclaration vise à enterrer les 5 résolutions de l'ONU enjoignant au Vietnam de retirer ses troupes d'agression et à laisser le peuple kampuchean décider lui même de sa propre destinée.

La situation du gouvernement de coalition, comme celle de l'armée de libération, est difficile. Il est désormais acquis pourtant que rien ne peut se régler dans cette région du monde sans la reconnaissance de leur légitimité et le retrait total des troupes d'invasion vietnamiennes.

L' SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA CHINE EN 1983. Xu Gang, directeur-adjoint du Bureau des statistiques vient de rendre publics les résultats de l'industrie et de l'agriculture chinoises. La valeur globale de ces secteurs et la production des 35 principaux produits (céréales, coton, charbon, pétrole brut...) ont atteint deux ans avant terme les normes prévues. La production agricole a progressé de 5% et la production industrielle de 10,2%. Les bénéfices et impôts des entreprises nationales ont cru de 6,3%, et la productivité de 7,7% toujours par rapport à 1982. Dans le même temps, le porte-parole soulignait les déséquilibres qu'engendrait cette situation de croissance importante : un approvisionnement insuffisant en énergie et matériel, une inadaptation des transports. La demande de nouveaux produits dépasse l'offre, néanmoins certains projets entrés en service ne parviennent pas à tourner à plein. Au total, ces bons résultats doivent mobiliser tous les efforts pour permettre un développement sain et équilibré.

L' SUD-SUD. C'est le 1er juillet prochain que sera inaugurée la Région de Commerce Préférentiel d'Afrique de l'est, centrale et australe. Son but est de créer un marché commun entre 18 pays membres pour 132 variétés de produits d'exportation. A terme, les pays membres envisagent d'établir une banque de commerce et de développement pour financer de grands projets dans la région.

L' VERS LOMÉ III. Le 10 février, la CEE et les ACP (64 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) ont terminé leurs consultations au niveau ministériel sur le renouvellement de la Convention de Lomé II. Si un certain nombre de problèmes ont pu être réglés, des divergences sont apparues sur des *« concepts»* nouveaux que la CEE voudrait voir introduire dans la Convention : *« droits de l'homme»* et *« dialogue sur la politique»*. Déjà, les termes *« aides»* et *« assistance»* ne sont pas très justes eu égard aux taux de reversion important de ces aides vers la CEE et aux structures qu'imprime le type d'échange inégal aux économies des ACP. Mais envisager d'échanger cette aide contre la souveraineté et l'indépendance de ces pays devient tout à fait inacceptable. Pour en savoir plus sur les enjeux de cette Convention, se procurer le supplément au n°16 de *Travailleurs* : *« Europe 84»* ou figure un article intitulé : *« Lomé III : la fin de l'échange inégal?»*.

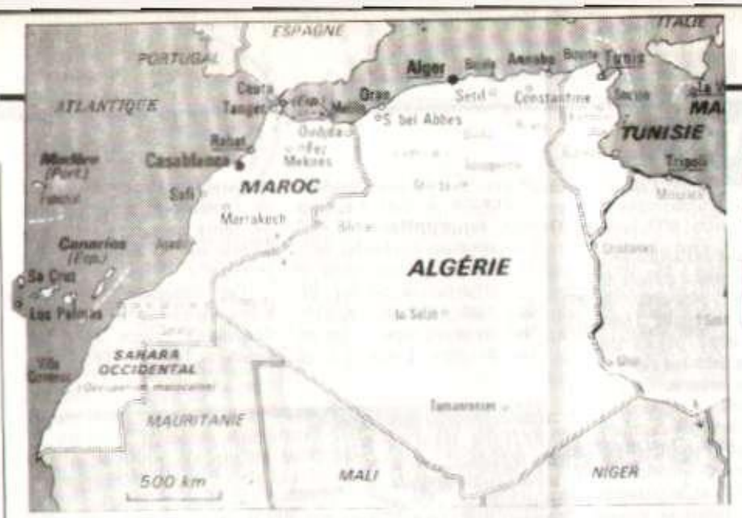
Les discussions sont loin d'être terminées; la troisième Convention devrait entrer en vigueur au 1er mars 1985.

L' LIBAN – DERNIERE MINUTE. La situation politique et militaire évolue à grande vitesse ces derniers jours au Liban. Gemayel, de plus en plus isolé, ouvre un bureau de liaison à Jérusalem et applaudit aux bombardements aveugles de l'armée américaine. Paris cherche une porte de sortie après avoir reconnu le nouveau rapport de forces; Londres a trouvé cette porte. Le PSP de Walid Joumblatt et le mouvement Amal de Nabih Berri semblent en ce moment maîtres du jeu militaire et forts au plan politique. Et maintenant que les puissances étrangères par leur intervention ont faussé toutes les cartes, exacerbé toutes les contradictions, jeté l'huile sur le feu, il reste peut-être l'ONU... Et surtout un peuple déchiré, des plaies béantes et des villes en ruine. **(16 février).**

Alain SENTIER

L' ANDROPOV EST MORT, VIVE ANDROPOV. Andropov n'aura pas gouverné bien longtemps. A ce qu'il paraît c'était un réformateur —qui s'en est rendu compte dans le monde? Pas les passagers de l'avion sud-coréen, ni les résistants afghans, ni le gouvernement kampuchean de coalition, ni les pays de l'Est qui voient sur leur territoire se déployer de nouveaux missiles, ni les Polonais toujours sous l'épée de Damoclès soviétique.

Dans les points chauds du globe, la présence militaire des Soviétiques ou leur absence en aide au développement (voir p. 29) n'ont fait qu'aggraver la situation, augmenter les tensions, accélérer les risques de guerre. Constantin Tchernenko arrive, toussotant, sur la scène de l'histoire de cette superpuissance. La face du monde en sera-t-elle changée? Andropov succède à Andropov.



Émeutes de la vie chère au Maroc, guerre du pain en Tunisie, des scènes de violence, des manifestations de rue, une répression meurtrière, un pouvoir ébranlé : le même scénario à quelques semaines d'intervalle.

Le Maghreb accuse le choc de la crise

Le Maghreb accuse le choc de la crise : au départ, à Rabat et à Tunis, des problèmes identiques. Les cours des matières premières ayant baissé, la dette extérieure coûtant de plus en plus cher, les gouvernements prévoient pour 84 un budget d'austérité, une palette de restrictions assez large; au Maroc, par exemple, l'administration ne doit plus acheter de véhicules de fonction. Mais ce qui a déclenché les événements, c'est la politique de vérité des prix. Le FMI se défend mollement d'en être l'auteur; à défaut d'avoir dicté les décrets, il en a bien inspiré l'esprit. La Tunisie, le Maroc, comme d'autres pays du Tiers Monde d'ailleurs, ont, pour favoriser un développement de l'économie, subventionné les prix des produits de base afin de maintenir les salaires très bas. Cette politique a permis aussi aux catégories les plus démunies de la population de survivre. Ce qui était possible dans les années 70 ne l'est plus aujourd'hui.

TUNISIE

La Tunisie a connu en 83 son dernier budget en expansion. Quatre ministres de l'Economie se sont succédés en quelques mois pour prendre ce virage. Puis, à la fin de l'année, ce fut l'annonce du doublement du prix du pain et surtout des produits céréaliers, donc du couscous. Une étincelle dans un pays où un habitant sur huit vit au-dessous du seuil de pauvreté absolue et où la richesse des uns est une provocation pour les plus démunis : 20% des Tunisiens achètent 50% des biens et services.

Le premier ministre avait tenté de limiter l'impopularité de ces mesures. Dans le cadre d'une politique gouvernementale qualifiée de *«rigueur économique et de sensibilité sociale»* M. M'Zali avait lancé *«une enquête sur le terrain concernant l'évolution de la consommation et du niveau de vie de façon à pouvoir déterminer les poches de pauvreté selon les régions»*. La carte des émeutes aura été plus vite tracée sans attendre les questionnaires. Même les opposants ont été surpris par l'ampleur des manifestations. En légalisant le Mouvement des démocrates sociaux de M. Mestiri, en autorisant les activités du parti communiste, en renouant le dialogue avec l'Union générale des travailleurs tunisiens, le gouvernement avait neutralisé une classe politique qui avait peu ou prou admis la nécessité des hausses de tarifs.

En annonçant la suspension des hausses le 6 janvier à la télévision, Bourguiba a montré qu'il restait maître du jeu, mais qu'il restait le seul maître du jeu. Les problèmes demeurent, les inégalités du développement au niveau social ou régional restent très fortes et l'économie tunisienne est très dépendante de l'environnement international.

Le président Habib Bourguiba

MAROC

Au Maroc, les difficultés économiques ont amené le régime à demander le rééchelonnement de sa dette extérieure. La chute des cours des phosphates, plusieurs années de sécheresse et le coût de la guerre au Sahara occidental ont conduit le pays à la faillite : un milliard de dollars de dette privée et plus de 500 millions de dollars de dette publique sont en cours de négociation avec les créanciers. Le FMI a donné sa

Le roi Hassan II

bénédiction à un plan de redressement et Hassan II s'est déplacé de capitale en capitale pour boucler ses comptes. Dans le pays, le roi a tenté lui aussi, avec des méthodes proches de celles de M'Zali d'éviter la contestation. En novembre, Hassan II a demandé à Karim Lamrani de former un gouvernement d'union nationale élargi à l'Union socialiste des forces populaires qui était dans l'opposition depuis 1960.

A la veille du jour de l'An, le souverain marocain s'est adressé au pays pour annoncer un référendum économique et social. *«Cher peuple* — a-t-il dit — *ce sera la première opération en son genre, une vaste opération pour que ce soient les nantis qui paient pour les couches à faibles revenus, dans un élan de solidarité nationale»*. Du 19 au 23 janvier, le peuple marocain a montré qu'il n'était pas tombé dans le panneau, il a chèrement payé par des dizaines de morts l'annonce royale du blocage des prix. Le roi a sermonné les Marocains qui se seraient laissés égarer *«comme des enfants»* dans un *«triple complot communiste, sioniste et khomeiniste»*.

Lors de son intervention télévisée du 22 janvier, il a dénoncé les marxistes-léninistes marocains, a appelé à la délation de ceux qui ont distribué des tracts de soutien au *«peuple saharaoui héroïque»* et menacé les enseignants d'exclusion de l'enseignement. Pour détourner la colère populaire, le gouvernement a lancé une vaste campagne contre les commerçants, désignés comme responsables des hausses de prix : les prix des produits d'alimentation ont augmenté de 14,3% en 1983 contre 6,5% en 1982. Comme le dit si bien Hassan, *«on ne peut demander davantage d'efforts aux couches déshéritées de la population, le couteau a touché l'os»*.

ALGERIE

Au milieu de la bourrasque qui secoue le Maroc et la Tunisie, l'Algérie apparaît singulièrement stable. Les dernières manifestations dans les rues d'Alger furent celles qui saluèrent la réélection de Chadli Bendjedid à la présidence de la République. Le Ve Congrès du FLN tenu à Alger du 19 au 23 décembre dernier a montré que les dirigeants algériens avaient intégré dans leur ligne politique les contraintes que la crise mondiale impose au Tiers Monde. Dans son rapport, le secrétaire général du FLN a souligné que *«l'économie nationale ne peut évoluer à l'écart de l'économie mondiale»* mais, en même temps, il n'y a pas à attendre de miracle d'une reprise économique du Nord, *«il n'existe aucune solidarité entre les économies des pays riches du Nord et celles des pays du Sud»*.

Les 5000 délégués aux assises du FLN ont approuvé une politique qui se veut celle de *l'après-pétrole*, ce qui impose des révisions importantes au niveau des priorités.

«La préparation de l'ère de l'après-pétrole, l'engagement du programme d'auto-suffisance agricole, nécessitent, déclare Chadli Bendjedid, *pour être confortés, que notre intégration économique soit renforcée. (...) Il faut que l'industrie donne à la Nation plus qu'elle ne consomme pour fonctionner, ou se développer directement ou indirectement»*.

C'est là une inversion des choix de l'Algérie. La priorité à l'industrie a été le credo des précédents gouvernements entraînant un accroissement des disparités ville/campagne et un exode rural dangereux. La politique d'aménagement du territoire, la décentralisation, les priorités à l'agriculture tendent à rééquilibrer le rôle des campagnes et à y stabiliser la population.

Le FLN veut donner un coup de frein aux importations. *«Les volumes,* déclare le président algérien, *et les coûts des importations doivent être réduits en liant l'importation de produits finis à celle des technologies qui les ont créés»*.

Le président Chadli Bendjedid

La contribution extérieure doit être limitée dans le temps et l'espace. L'heure est à la valorisation des outils existants et à l'utilisation de toutes leurs possibilités. D'où un renforcement de la planification et une restructuration des entreprises nationalisées en 330 unités autonomes. Mais aussi des mesures touchant à la gestion *«en dehors des approches schématisantes et dogmatiques»*, au rôle du *«secteur privé national non exploiteur»*, à la politique des prix et des salaires. C'est aussi pour valoriser les acquis industriels du pays que le salaire sera lié au *«véritable travail productif»*. En déclarant que *«la réhabilitation du travail ne se réalisera que si l'on veille à la discipline, au contrôle et aux choix rigoureux des responsables»*, Chadli Bendjedid confirme la continuité des enquêtes et poursuites à l'encontre des gestionnaires compromis dans des malversations.

Une ligne politique que le président algérien résume en déclarant qu'il faut s'en tenir au principe de compter sur soi-même, *«grand secret de toute réussite historique»*. Une politique économique liée à une affirmation de l'identité nationale algérienne au niveau culturel, une identité qui prendra fortement en compte le rôle des Berbères — les Amazighes — avant l'arrivée des Arabes au Maghreb.

A petites touches, depuis son accession à la présidence de la République, Chadli Bendjedid modifie le paysage politique et social de l'Algérie des années 80. Une plus grande souplesse politique, une gestion économique rigoureuse, une attention aux produits de consommation courante, une volonté de décentralisation, marquent ce que l'on appelle *le chadlisme*. Les Algériens en voient des résultats tangibles : entre 1979 et 1982, le nombre de réfrigérateurs est passé de 589 000 à 1 303 000 (soit 49% des ménages). Le nombre de téléviseurs est passé de 940 000 à 1 510 000 (56,62% des ménages), 200 000 voitures de plus, 123 000 téléphones, 302 000 postes radio en trois ans; l'équipement des ménages a très nettement progressé.

Mais les réformes en cours ne donneront leurs fruits que dans quelques années. Les entreprises nationalisées, divisées en petites unités, évolueront-elles vers une meilleure prise en compte des besoins du pays ou cèderont-elles à une logique capitaliste que nous connaissons bien? Le secteur privé, redynamisé, jouera-t-il un rôle positif dans le cadre du plan ou aggravera-t-il les disparités? Le secteur agricole aura-t-il les moyens de subvenir aux besoins du pays?

Les questions sur l'avenir ne doivent pas faire oublier cette réalité : l'Algérie fait face à la crise mieux que ses voisins et le gouvernement de ce pays assure à son peuple le pain quotidien; l'approvisionnement des magasins d'Alger en témoigne.

Au Maghreb, une génération a frappé à la porte en dénonçant la famine organisée. En réprimant les jeunes manifestants, Hassan II et M'Zali ont tourné le dos à ceux qui feront le Maghreb et qui représentent quasiment la moitié de la population... Rien ne se fera sans eux.

H. DASTAR

Le 28 janvier se tenait à Paris un colloque sur les effets de la guerre, colloque tenu à l'initiative de trois organisations : Comité des Juifs contre la guerre au Liban, Union juive internationale pour la paix et Perspectives judéo-arabes. Etaient invitées des personnalités palestiniennes et israéliennes contre la guerre.

Les organisateurs ont dit leur conviction que seul un Etat palestinien à côté de l'Etat d'Israël permettrait d'instaurer la paix, qu'il fallait faire entendre une autre voix que celle des représentants officiels de la Communauté juive (CRIF). Ils ont aussi expliqué que les effets de la guerre au Liban dans cette communauté n'étaient pas prêts de s'effacer, le doute sur l'action d'Israël s'étendant de plus en plus. Une organisatrice notifiait également qu'Israël se comportait non seulement comme tout Etat colonisateur, mais confisquait de plus l'histoire et la tradition du peuple juif avec le mépris le plus profond.

Ensuite s'est tenue une table ronde des personnalités palestiniennes. Un responsable du syndicat des Enseignants de l'université de Birzeit a dit que la situation devenait explosive dans les territoires occupés. De 1967 à 1977, 26 implantations juives s'y étaient construites (mise à part l'annexion de Jérusalem). De 1978 à 1982, 88 implantations auxquelles se sont ajoutées depuis 36 nouvelles. Au total, fin 1983, 150 colonies de peuplement pour un total de 450 villes et villages arabes, construites durant des centaines d'années! Soit 102 000 colons israéliens face à 840 000 Arabes : 1 pour 8, alors qu'en Algérie, après 130 ans de colonisation il y avait 1 Français pour 20 Algériens.

Un plan vise à vider la Cisjordanie de tout Arabe en créant un climat de terreur. Mais depuis 48, la situation a changé et les Palestiniens sont conscients qu'ils ne peuvent plus fuir. Ce syndicaliste s'est adressé à l'opinion juive et à la direction de l'OLP afin qu'ils œuvrent énergiquement pour une solution politique, sinon la région baignera dans le sang.

Elias Sanbar, rédacteur en chef de la *Revue d'Etudes palestiniennes*, a insisté sur le fait que l'OLP représente, à travers toute une évolution historique, l'identité nationale palestinienne.

Ilan Halévi, à titre personnel, a montré l'évolution des positions palestiniennes qui, parties de l'idée d'une Palestine arabe, puis d'une Palestine démocratique et laïque, ont évolué pour certaines vers la cohabitation de deux Etats, palestinien et israélien, côte à côte, pour s'adapter à la réalité historique.

Ensuite sont intervenues des personnalités israéliennes soutenant le droit à l'existence d'un Etat palestinien. Le général Matti Peled a décrit l'évolution des mentalités en Israël : constatant que la puissance militaire n'est pas la réponse aux problèmes. Non que cet éveil traduise la reconnaissance de torts faits aux Palestiniens, mais parce que la guerre est dure à supporter. La faillite économique aggrave ces problèmes.

Mais pour l'instant, ni Israël ni les USA ne changeront de politique. Pour Matti Peled, l'OLP essentiellement peut débloquer cette situation grâce à son influence politique grandissante.

Enfin, Gédéon Spiro parle du mouvement *« Il y a une limite »* qui défend le droit à un Etat palestinien, le retrait aux frontières de 1967 et les négociations avec l'OLP. Aujourd'hui, 117 de ses membres sont en prison pour refus de servir au Liban.

La discussion s'est encore poursuivie après l'intervention de personnalités palestiniennes.

Cette rencontre, très positive, a renforcé les liens entre les forces de paix existantes, nul doute qu'elle montre la voie à suivre.

Manifestation contre la fermeture de l'université de Bir Zeit.

PALESTINE

Jean-Marie GAUBERT, vice-président de l'Association médicale franco-palestinienne :

« Suivre ce qui se passe dans les territoires occupés est important et urgent »

? Quels sont les objectifs d'Israël en ce qui concerne les territoires occupés?

De plus en plus la politique israélienne vise à l'annexion des territoires occupés depuis 1967 (Cisjordanie et Gaza) et au transfert des populations. Israël ne se fait d'ailleurs pas d'illusion sur son pseudo-plan d'autonomie des territoires occupés, pas plus que sur l'avenir de Camp David.

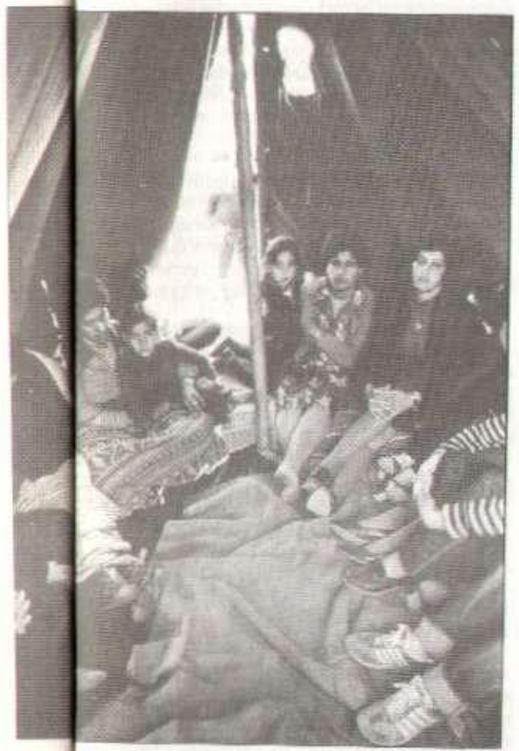
C'est pourquoi elle essaie d'aller vite et de mettre les pays devant le fait accompli en se gardant de dire que l'objectif est de chasser les Palestiniens, mais en prenant des mesures qui concourent à asphyxier la population à tous les niveaux (économique, juridique, culturel...).

? Quels mécanismes utilise Israël pour imposer son objectif?

La transformation la plus voyante est, bien sûr, la création de colonies de peuplement, ceci malgré les propositions d'autonomie figurant dans les accords de Camp David. La réalité montre que ce ne peut être qu'une pseudo-autonomie dans la mesure où Israël a défini une politique de colonisation, mais aussi de suppression de toute indépendance économique et, petit à petit, de transformation juridique de ces territoires.

Les mécanismes employés sont très divers. Israël joue sur tout un arsenal de moyens juridiques et militaires. C'est un problème très compliqué. Elle utilise le droit jordanien existant dans ces territoires, tout en introduisant peu à peu la législation israélienne et les lois d'« exception » héritées du mandat britannique. Tout ceci sans aucun respect des conventions internationales protégeant les territoires occupés.

Pour les terres : la politique de colonisation. C'est une démarche très ancienne qui, bien que non officialisée par le gouvernement travailliste, a existé dès le départ sous forme de colonisation sauvage par des groupes extrêmistes de droite. Peu à peu, cette politique s'est officialisée. La prise des terres palestiniennes se fait sous diverses raisons : d'abord confiscation pour raisons militaires, puis interdiction d'y accéder pour raisons de sécurité, à quoi s'ajoute un système de lois faisant que toute terre non entretenue peut être réquisitionnée.



Famille de Beit Sahur dont la maison a été dynamitée.

Les colonies ont été construites de manière à encercler les villes arabes et tout un réseau routier les relie directement à Israël.

? Qui sont ces colons? Sont-ils seulement des membres de partis d'extrême-droite, religieux... Qu'est-ce qui les pousse?

Certaines colonies ne comptent que des militants de groupes extrêmistes ou de nouveaux immigrants favorables à ces partis-là, venant par exemple des Etats-Unis. C'est le cas notamment autour d'Hébron.

Aujourd'hui, le gouvernement cherche à « banaliser » les nouvelles colonies. Pour l'instant, peu d'Israéliens souhaitent y aller malgré les avantages proposés par le gouvernement. Ceci a provoqué des problèmes en Israël où des gens très mal logés manifestent pour la rénovation de leur quartier plutôt que de construire à grands frais dans ces colonies. Toutefois, un certain nombre y est allé, attiré par les avantages.

L'objectif n'est pas d'y mélanger les populations juives et arabes mais d'asphyxier la population palestinienne pour la pousser au départ. Des mesures économiques vont dans le même sens. La terre prise, le travail est plus difficile à trouver.

Jusqu'ici, il y a résistance au départ : essai de maintien des jeunes notamment, par un gros effort de scolarisation (3 universités palestiniennes maintenant en Cisjordanie). Mais bien évidemment si les études finies il n'y a pas de travail, cela pose un réel problème! Israël fait le maximum pour empêcher le développement d'une économie indépendante; elle tente d'accaparer tous les moyens économiques : eau, électricité, afin que les territoires dépendent entièrement d'Israël. Pour ouvrir un puits, il faut une autorisation que l'on n'obtient pas. Tout ce qui est moyen énergétique est sous contrôle. Et cela s'étend!

Depuis septembre s'applique une ordonnance militaire n°1015 réglementant toute la production agricole. Interdiction de commercialiser légumes ou animaux à l'extérieur de la région agricole sans autorisation et sans payer la taxe. Interdiction aux agriculteurs de Jéricho de planter tomates et aubergines sans autorisation écrite, etc.

Ces mesures visent à faire chuter la production et à permettre aux produits israéliens d'inonder ces régions tout en coupant les liens entre Jordanie et Cisjordanie. Les commerçants sont soumis à des taxes, des interdictions, à des blocages coupant les liens traditionnels avec la Jordanie. Politique semblable à l'égard des associations patriotiques, charitables, à caractère social, cherchant à donner un métier, un enseignement, pour enraciner les gens. Leur comptabilité est très surveillée, avec tentative d'empêcher les dons de Jordanie ou d'ailleurs. Leurs militants sont réprimés, assignés à résidence. Ceci uniquement en fonction de leur opinion et non pour activités militaires. On entrave leur activité. Même chose au plan culturel : les couleurs du drapeau palestinien sont interdites, une exposition de tableaux fermée pour ce même motif. Le mot *Palestine* est banni des sigles d'associations, etc.

Les universités sont fréquemment fermées par les autorités qui empêchent les enseignants étrangers d'y venir...

Ainsi on asphyxie la région afin de l'empêcher d'exprimer son identité propre.

La présence militaire permanente, les colons armés, créent un climat d'insécurité permanent, terrorisent et tuent. Le couvre-feu, le blocage des camps, les mesures de rétorsion sont instaurés au moindre prétexte, tel qu'une pierre jetée par des enfants sur une voiture de colons ou militaires. Par contre, l'assassinat d'un Palestinien n'entraîne pas la moindre mesure contre la colonie israélienne.

Suivre ce qui se passe dans les territoires occupés est important et urgent : Israël y réprime les Palestiniens pour les chasser, mais également car ce problème est au centre d'une solution de la question palestinienne puisque l'OLP accepte et revendique la création d'un Etat palestinien sur une partie de sa terre qui serait libérée. Problème au centre de toutes les démarches, discussions, actions politiques, etc.

L'axe principal de l'action de l'OLP et de la résistance palestinienne va se situer là.

Propos recueillis par
ROBERT

INDONESIE

témoignage

L'«ESCADRON DE LA MORT» DU GOUVERNEMENT INDONESIEN

Nous publions ci-dessous les extraits d'une lettre d'un témoin occidental ayant séjourné en Indonésie. «Allons-nous rester passifs?» conclut-il son témoignage.

J'allais à mon bureau quand un ami me dit : *«Il y en a un autre.»* Je compris ce qu'il voulait dire. Un autre cadavre, théoriquement celui d'un criminel, brutalement exécuté par l'*«escadron de la mort»*, l'instrument semi-secret du gouvernement. *«Où?»* demandai-je. *«Dans le cimetière, à trois minutes d'ici»*. J'y allais. Le corps était là, maculé de poussière. Il avait été étranglé : il avait une corde autour du cou. Il devait approcher de la quarantaine. A son expression, on voyait qu'il avait souffert avant de mourir. C'était le deuxième que je voyais. Le premier, c'était quatre jours avant. Cette fois-là, le corps était près d'un marché de village, à quelque cinquante mètres d'une école primaire. Il y avait donc beaucoup d'écoliers, encore en uniforme, qui regardaient le cadavre. (...) Il avait une vingtaine d'années, l'air très jeune. Autour du cadavre, les gens plaisantaient. Ils étaient habitués à ce genre de spectacle. Après quelque temps, la police et le maire du village arrivèrent. Je demandai à l'un des policiers s'il avait été identifié. Il me répondit : *«Inutile. C'était visiblement un criminel. Nous avons reçu l'instruction de l'enterrer.»* Comme un chien.

Ce matin, c'était différent. Un homme arriva à motocyclette et dit qu'il connaissait le mort. Il appartenait au conseil municipal d'un village voisin et cherchait le corps depuis le début de la matinée. Le mort avait été arrêté la veille au soir, vers neuf heures. Je lui demandais qui c'était. Il me répondit qu'il était connu comme organisateur de vol de bétail dans la région. Il avait de nombreux enfants, encore très jeunes. (...) Il avait juste été arrêté trois fois pour vol. A son habillement, on voyait que le mort était loin d'être riche. (...)

Cette opération, appelée *«Operasi Pemberantasan Kejahatan»* ou *«Opération de lutte contre le crime»*, a commencé à Yogyakarta (Java centre) au début de l'année 1983. Ceux que l'on désigne sous le nom de *gali* ou criminels, étaient arrêtés puis tués alors qu'ils *«tentaient de s'enfuir»*. En moins de trois mois, 250 cadavres affluèrent dans le sous-sol de l'hôpital Sardjito. Le bruit courait que des centaines d'autres étaient jetés dans les rivières avoisinantes.

Le général Benny Murdani, le nouveau commandant en chef des Forces armées indonésiennes, décida alors d'étendre cette opération au plan national. Depuis, beaucoup de cadavres ont été trouvés dans les grandes villes, généralement abattus à bout portant d'une balle dans la tête. A Yogyakarta, on disait qu'ils avaient été abattus par la police ou les militaires, officiellement parce qu'ils résistaient ou tentaient de s'enfuir. Ce qui a suscité des problèmes. La presse et l'Institut d'aide juridique ont protesté, dénonçant la barbarie de ces actes qui violaient la Constitution indonésienne. Alors, lorsque l'opération a pris une envergure nationale, on a simplement kidnappé les suspects et le lendemain, on les découvre morts dans la rue. Ces *«escadrons de la mort»* où collaborent les forces de la police et les militaires, sont appelés les *«tueurs mystérieux»*. Leur existence a été reconnue de manière semi-officielle par des dirigeants militaires importants, y compris le commandant des Forces armées lui-même, le général Benny Murdani. De son côté, le général Yogie Suardi Memet, qui fut chef des parachutistes avant de devenir commandant de Java ouest puis de la Première région (Sumatra, Kalimantan ouest), aurait déclaré : *«Le but de l'opération est de faire régner le calme dans la société, ce n'est pas une mauvaise idée de l'étendre à d'autres villes.»* (*Kompas* 26 avril 1983). Le ministre de la Justice, le général Ali Saïd a ajouté : *«Il vaut mieux avoir cent criminels morts que cent mille citoyens vivant dans la crainte.»*

Combien ont été tués jusqu'ici? Personne ne le sait. On doit pouvoir estimer sans exagérer que cinq mille personnes ont été tuées en tout depuis le début de cette opération. En même temps afin de faire peur aux gens et de leur donner une leçon, il faut que tout le monde sache que les criminels sont exécutés avec brutalité. Voilà pourquoi les corps sont exposés dans des lieux publics. Est-ce que les victimes sont toujours des criminels? Pas nécessairement. Dans quelques cas connus, ce n'en étaient pas.* (...)

Il faut remarquer que cette opération a été très bien vue dans la population parmi les classes moyennes et populaires. Au moins au début. La criminalité a connu une baisse soudaine, tout au moins pour le moment. Seuls quelques intellectuels, en minorité parmi leurs collègues, sont contre cette opération. Pourtant, maintenant que l'on trouve tant de cadavres dans les rues, les gens commencent à changer d'avis et à murmurer que *«tout cela va trop loin»*.

En tant qu'étranger, il m'est difficile de juger. L'Indonésie n'est pas mon pays. Pourtant en tant qu'être humain, je sais que suis solidaire de ces gens qui sont sans défense contre une tuerie systématique organisée par leur propre

gouvernement. Des amis latino-américains m'ont dit qu'ils étaient habitués à ce genre d'opération. *«D'abord les criminels, puis les opposants politiques.»*

*** Notre correspondant cite des cas de personnes innocentes, publiés dans la presse indonésienne (*Sinar Harapan* et le quotidien *Kompas*).**

DESARMEMENT, DEVELOPPEMENT ET POLITIQUE DES BLOCS

Pour les pays du Tiers Monde, les questions du désarmement et du développement sont étroitement liées, dialectiquement pourrait-on dire. Car si la paix, de toute évidence, est une condition préalable au développement, à l'inverse, la persistance de la pauvreté, de l'exploitation et du pillage constitue une menace pour la paix. Paix mondiale bien sûr, mais aussi paix locale : c'est le Tiers Monde qui est le théâtre de toutes les guerres qui se mènent depuis 1945, avec une fréquence accrue. C'est pourquoi l'on retrouve, d'une façon constante, dans l'ensemble des déclarations politiques émanant des organisations des pays en développement la dénonciation de l'impérialisme, du colonialisme et du néo-colonialisme, mais aussi de l'hégémonie, de la politique des grandes puissances et des blocs. (...)

La politique de détente Est-Ouest, définie principalement par les USA et l'URSS en fonction de leurs intérêts propres, conduit en effet à une politique de surarmement de ces deux grandes puissances, le moteur en étant la recherche de «l'équilibre». Les pays du Tiers Monde ne peuvent qu'en être exclus totalement, mais par contre ils en subissent les conséquences : extension des bases, implantation de missiles sur leur territoire, contrôle des mers et océans par les flottes américaine et soviétique, présence de troupes et «conseillers» techniques militaires étrangers sur leur sol, alliances forcées (par l'arme économique du sous-développement notamment) au sein d'un groupe ou sous-groupe géostratégique, etc.

Une des conséquences les plus graves, pour les pays du Tiers Monde, de la politique des blocs, est certainement la multiplication des conflits locaux ces quinze dernières années, au Moyen-Orient (Liban, guerre Iran-Irak), en Asie (Cambodge, Afghanistan), en Amérique latine (Nicaragua, Salvador), en Afrique (Ethiopie, pays de la «zone de front» agressés par l'Afrique du Sud). (...) Dans chacun de ces conflits, on constate la présence soit directe, soit le plus souvent indirecte, mais par un soutien bien concret en armes, en hommes, économique et politique, de l'une ou de l'autre des grandes puissances, ou des deux simultanément. (...)

La logique de partage du monde (entre le camp de la démocratie et le camp du totalitarisme pour les USA; entre le camp impérialiste et le camp socialiste pour l'URSS) en deux conduit les deux grandes puissances à ne voir dans les pays du Tiers Monde que des alliés ou des ennemis.

Logique que l'on retrouve dans l'aide au développement accordée par les USA et l'URSS.

Ainsi, lorsque l'on examine les montants de l'AID (Aide internationale au développement) aux pays du Tiers Monde pour 1983, on constate de très fortes inégalités dans les quantités, qui ne tiennent pas seulement aux différences dans le niveau de développement, mais à des considérations de géostratégie évidentes : par exemple, le montant de l'AID aux pays d'Asie du Sud en 1983 s'élevait à 17,55 milliards de dollars sur un total de 30,08 milliards de dollars, tandis qu'il n'était que de 0,68 milliards de dollars pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Depuis 1980, la politique de conditionnalité des prêts du FMI, outre qu'elle provoque de graves désordres économiques et sociaux, tend à fondre les politiques économiques des pays accepteurs dans le moule néo-libéral américain. La politique américaine en matière monétaire a accru considérablement le montant du service de la dette et la dette des pays du Tiers Monde, provoquant des crises économiques majeures dans les pays les plus endettés.

La politique d'aide au développement de l'URSS est elle aussi très marquée par la logique des blocs : ainsi le montant de l'aide au développement en 1981, de 2,129 milliards de dollars était dirigé pour 2,106 milliards de dollars, soit 99%, vers 6 pays : Cuba, R.P. de Corée, Vietnam, Kampuchea, Laos et Afghanistan. Cette aide est d'autre part très faible puisqu'elle ne constitue que 0,13% du PNB des pays du CAEM (URSS et pays d'Europe de l'Est).

Selon Mieczyslaw Szostak (Institut des PVD de Varsovie) : *«Malgré une expansion assez dynamique des échanges commerciaux Sud-Est dans les années 1971-1980, la part des pays socialistes dans les exportations totales du Tiers Monde a diminué de 4,4% à 3%, et dans le cas des importations, elle est tombée de 6,5% à 5%. (...) La structure du commerce Sud-Est est désavantageuse du point de vue des pays du Tiers Monde parce que la part des articles manufacturés dans leurs exportations vers les marchés de l'Europe orientale a baissé dans les années 1971-1980 de 15% à 8%, tandis qu'ils importent avant tout du COMECON des produits industriels.»*

La stratégie de non-alignement, le développement de la coopération Sud-Sud constituent sans doute la réponse la plus adaptée à la situation mondiale de la part des pays du Tiers Monde. La paix mondiale dépend dans une large mesure de la capacité des pays du Tiers Monde à renforcer cette politique.

Extraits de l'intervention de Dominique LARDEUX, membre du CC du PCML, lors des États généraux pour le Désarmement organisés à Paris les 17-18 décembre 1983 à l'initiative du Mouvement de la paix.

ACTIONS POUR LA PAIX PREVUES EN 1984

- 24-25 mars : Rassemblement d'intellectuels pour la paix à Paris organisé par l'Appel des Cent.
- Pâques : Chaîne humaine sur le Pont de l'Europe, entre Kehl (RFA) et le Parlement européen de Strasbourg, à l'appel du CODENE.
- 12-13 mai : Assises nationales du Mouvement de la Paix, à Argenteuil.
- 17-21 juillet : Troisième convention européenne sur le désarmement nucléaire à Pérouse, avec différents thèmes : *«Le futur et la stratégie des mouvements de paix»* et *«Les problèmes de sécurité dans la zone méditerranéenne»*.
- Le CODENE prévoit également un colloque sur la défense européenne et une intervention autour des élections européennes.

Une terre traversée de puissances invisibles

Sous ce titre suscitant la curiosité, Etienne Manac'h a publié en 1983 le troisième tome de ses *«Mémoires d'extrême-Asie»* *. Concernant essentiellement les événements survenus en 1972 et 1973 en Chine et dans les pays d'Indochine, et leurs rapports avec les Etats-Unis, l'Union soviétique et la France, ce volumineux ouvrage compte près de 700 pages. 130 d'entre elles présentent des documents désormais historiques, souvent inédits ou peu connus, un tableau chronologique à quatre thèmes : Chine, Asie, Europe-Amérique et Idéologie-Documents, enfin un index de tous les noms de personnalités ou lieux cités.

Cet important travail, plus volumineux qu'un doctorat universitaire, s'inscrit dans la grande lignée des souvenirs consignés, depuis des siècles, pour le bénéfice de l'histoire, par différents diplomates comme par certains anciens chefs d'Etat, en France comme de par le monde. Mais les *«Mémoires»* d'Etienne Manac'h présentent une singularité que l'on ne retrouve qu'exceptionnellement chez d'autres auteurs. Elles constituent en effet une somme peu ordinaire d'informations, dont l'objectivité fonde la rigueur historique. L'espace chronologique concerné s'étend sur les deux années que l'auteur tient fort légitimement pour chargées de *«mutations»* profondes, en Chine comme dans les pays d'Indochine. Ces réalités sont indissociables de la situation internationale où, déjà, les deux superpuissances, USA et URSS, occupent la scène face à l'irrésistible montée des indépendances de peuples et pays, grands ou petits, du Tiers Monde. Sans doute, à la dernière page, n'est-on pas encore parvenu au clivage définitif, au point de rupture de l'histoire, mais là n'est pas l'essentiel dans la mesure où le processus de développement d'un phénomène explique souvent de manière plus détaillée et probante son aboutissement qualitatif final. Il s'agit bien là d'une partie de la *«terre traversée de puissances invisibles»*, rendues sensibles par les notes quotidiennes d'Etienne Manac'h, qui reprend d'ailleurs cette métaphore du littérateur, poète et explorateur breton Victor Segalen.

Ce troisième tome est d'une richesse prémonitoire exceptionnelle. Le lecteur qui connaît désormais les événements depuis lors survenus, voit son attention retenue au fil des pages par des faits, des constats, des notations, des révélations d'apparence souvent bénigne, mais de nature à étayer solidement la compréhension des contradictions ultérieures. Entre le Cambodge et le Vietnam, entre ce dernier et la Chine, sans parler des rapports de tous ces pays d'extrême-Asie avec le géant soviétique comme avec les pays impérialistes occidentaux, USA et France notamment.

Le plus clairvoyant des interlocuteurs de l'ambassadeur de France ne serait-il pas le prince Sihanouk quand, président du gouvernement royal d'union nationale du Kampuchea, jugeant dès mars 1972 l'attitude des Soviétiques, il n'hésite pas à déclarer : *«Les amis de nos amis nord-vietnamiens ne se comportent pas vis-à-vis de nous en amis.»* ? Présentant les tomes précédents, nous avons déjà souligné que la pertinence et la morale politiques du représentant de la France entraient en contradiction fréquente avec les positions des ministres des Affaires étrangères, en l'occurence Maurice Schumann comme Michel Jobert. Sans dépasser pour autant les limites imposées par des fonctions où les devoirs de réserve sont d'évidence fort contraignants. Dans le présent tome, cette constatation est renforcée par la persistance de positions contraires résultant de *«sensibilités»* différentes. Combien de fois l'ancien ambassadeur n'exprime-t-il pas ses critiques : *«La France, elle, cache une convenance timorée sous des exercices dérisoires... On fait de silence vertu. A vrai dire, la plainte de la France devant le corps de l'Indochine martyrisée n'est plus qu'un murmure.»* (29 décembre 1972). L'avant-propos, écrit dans sa retraite de Pont-Aven en mai 1982, ne s'achève-t-il d'ailleurs pas par ces deux phrases nullement ambiguës, si leur forme reste marquée de la prudence diplomatique : *«Ce que fut l'attitude de la France au cours de ces événements, on pourrait largement en débattre. L'auteur estime, pour sa part, que notre pays fut plus sage que de raison et que la vraie sagesse n'est jamais dans la timidité.»*

Mais, à propos, la politique de la France, améliorée certes dans ses relations avec la Chine, ne demeure-t-elle pas inchangée ou trop peu modifiée dans ses errements stériles vis-à-vis du Cambodge et de son voisin expansionniste vietnamien? Que signifie donc, aujourd'hui comme hier, l'amitié invoquée vis-à-vis du prince Sihanouk si l'on n'admet pas sa fonction de chef d'Etat et si l'on n'en tire pas les conséquences?...

Nous ne doutons pas que la suite des *«Mémoires»* d'Etienne Manac'h apporte encore de précieux éléments pour enrichir notre connaissance d'une histoire de notre temps. Histoire que nous avons nous même vécue, dont les mutations et conséquences n'ont pas encore débouché sur le retour d'une paix indispensable à la stabilité de tous les pays du Sud-Est asiatique, de la Chine et, finalement, du monde. Une paix qui ne saurait s'instaurer sans le respect absolu des souverainetés nationales de tous les peuples et pays d'extrême-Asie.

Jacques JURQUET

* Mémoires d'extrême-Asie — Tome III : *«Une terre traversée de puissances invisibles»* (Chine-Indochine 1972-1973) par Etienne M. Manac'h — Editions Fayard.

CINEMA

LE JOUR D'APRES de Nicholas Meyer, sur le thème de la guerre nucléaire, évite à la fois les défauts des «films catastrophes» (situations factices, caractères superficiels, effets «carton-pâte») et ceux d'une vision simpliste du problème (guerre nucléaire : fin du monde). Dans le cadre d'un scénario vraisemblable (affrontement des deux superpuissances en Allemagne dans un conflit classique avec usage progressif de l'arme nucléaire en vue d'affaiblir l'adversaire, puis extension mondiale du conflit) et de situations réelles (vie familiale, professionnelle, amours, etc.), c'est l'horreur devant les ravages occasionnés par ce type de guerre qui est décrit avec réalisme (destructions, brûlures, cécité, souffrances physiques et morales). Le film parvient à éviter les poncifs du genre —humanité réduite à l'état de nature— en montrant aussi l'incroyable capacité de résistance de l'homme, sa volonté de vivre et d'aimer même dans des conditions aussi tragiques, la solidarité des survivants.

C'est sans doute cette description réaliste des effets d'une guerre nucléaire, ainsi que la force des images et la qualité des montages, qui expliquent le succès de ce film dans une Amérique

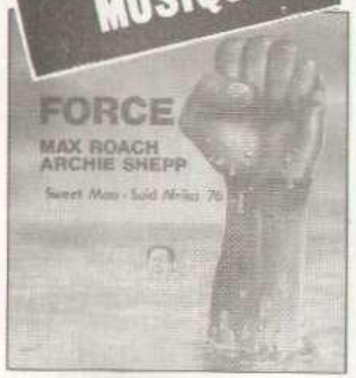
inquiète, à juste titre, devant la montée des risques de guerre dans le monde. Mais si le film peut alimenter l'actuel mouvement pour la paix, il n'apporte aucun élément précis dans les débats qui le traversent : quelles responsabilités? quel type de désarmement? etc. Tout au plus, peut-il renforcer notre détermination à lutter contre la guerre; ce n'est déjà pas si mal...

LA VILLE BRULÉE, du cinéaste catalan Antoni Ribas, a été tournée dans une semi-clandestinité pendant les derniers jours du régime franquiste. Censuré pendant deux ans, il a obtenu ensuite à Barcelone puis à Madrid un immense succès populaire. Grand Prix du jury au Festival de Montréal 1978, Grand Prix au Festival de Biarritz 1980, ce film présente l'histoire du nationalisme catalan entre 1899 —retour en Espagne des soldats vaincus à Cuba— et 1909 —écrasement de l'insurrection de Barcelone contre le pouvoir central madrilène. Dans une vaste fresque haute en couleurs mêlant détails réalistes et situations baroques, comédie et tragédie, humour et discours politiques, Antoni Ribas nous présente un tableau passionnant de Barcelone au début du siècle : bourgeoisie affairiste ou décadente, curés de choc —faisant le coup de feu contre les ouvriers—, syndicalistes, anarchistes bouffeurs de curés et brûleurs de couvents, idéalistes végétariens amateurs d'espéranto : cet aspect caricatural, ce parti pris théâtral peuvent irriter certains spectateurs... mais dans les portraits de gens du peuple qu'il nous livre, la sympathie n'est jamais absente.

Sans une connaissance précise de la période où se situe l'action, il est difficile de discuter la «vérité historique» du film : mais Ribas pose à sa manière (il ne cache pas ses sympathies anarchistes et nationalistes) la question des relations entre nation catalane et pouvoir central, entre nationalisme et lutte de classes, etc. La fin du film (la semaine sanglante de Barcelone) est révélatrice; alors que les barricades ouvrières sont écrasées par les canons madrilènes, la bourgeoisie «nationaliste» s'enferme derrière ses volets. Un film à voir donc pour toutes ces raisons, et aussi pour le jeu des acteurs, en particulier Angela Molina, découverte depuis dans *«Cet obscur objet du désir»* de Bunuel.

J.P. SANTIAGO

MUSIQUE



MAX ROACH. Deux rééditions attendues : *«Freedom Now Suite»* et *«Force»*. *«Freedom Now Suite»* réédité en 1980 et disponible en France depuis début janvier, voilà un petit événement qui n'aura pas échappé aux amateurs de jazz, en particulier à tous ceux qui s'intéressent aux différentes tentatives contre la récupération de cette musique par «l'Establishment» américain. En effet, le thème développé par Max Roach est contemporain de l'essor du mouvement noir américain. Il reflète assez bien ce qu'a été ce mouvement : un appel à la révolte contre la société raciste et la (re)découverte de l'oppression dont sont victimes les peuples du Tiers Monde, en particulier africains. Tout cela est présent dans ce disque à travers les rythmes soutenus à la batterie par Max Roach et les interpellations vocales de sa compagne Abbey Lincoln. La *«Suite»* connaît un moment fort dans le tryptique *«Prayer/Protest/Peace»* par sa violence annonciatrice de certains effets que reprendront ultérieurement les musiciens de free-jazz (l'enregistrement date de 1960). Cet hymne à la révolte se prolonge, au moyen de percussions africaines, par un rappel à l'Afrique tant ancienne (*«All Africa»*) que présente et opprimée (*«Tears for Johannesburg»*). Un monument musical à découvrir si ce n'est déjà fait.

Un autre grand moment de l'engagement musical et politique de Max Roach se situe 16 ans plus tard lors de la mort de Mao Zedong : c'est l'album *«Force»* enregistré avec le saxophoniste Archie Shepp. On y trouve deux compositions de Max Roach, *«Sweet Mao»* consacré à la révolution chinoise et *«Suid Afrika 76»*. Si le jeu d'Archie Shepp n'est, à mon avis, pas à la hauteur du sujet, par contre la batterie de Max Roach fait merveille en particulier dans le morceau consacré à la Longue Marche. La force et la simplicité du thème le rendent tout à fait accessible à un large public même non fanatique de jazz. De plus, Max Roach démontre que la batterie est un instrument de musique à part entière et pas seulement destiné à maintenir le rythme d'une composition musicale.

Serge SENEZ

LES MURS RACONTENT...

« La mémoire murale politique des Français, de la Renaissance à nos jours », exposition de quatre cents affiches de la collection d'Alain Gesgon présentée ces mois de janvier et février 84 à la Conciergerie, devrait marquer une étape dans l'histoire de l'affiche politique : celle de son droit de cité reconnu, ouvrant, nous l'espérons, la possibilité d'un Musée permanent de l'affiche politique. Nous avons choisi d'en reproduire cinq, sur le thème de la jeunesse, qui évoquent certains moments des dernières décennies : la lutte pour la paix au moment où augmentent les tensions après la crise de 29 ; l'élan juvénile du Front populaire ; l'odieuse exaltation colonialiste des années 50 ; l'effort d'organisation des jeunes ; l'humour décapant et militant de mai 68. Rapide, trop rapide aperçu d'une passionnante exposition.